



**mission
inclusion**

**Revue de presse
16 au 31 janvier 2023**



Table des matières

Mission inclusion	4
RIEN A SIGNALER	5
Champs d'action au Québec	6
TRAVAIL DE PROXIMITE AUPRES DES FAMILLES ISOLEES: LA MAISON DE LA FAMILLE DE COATICOOK CIBLEE PAR UN PROJET PILOTE	7
Le Progrès de Coaticook – 31 janvier 2023.....	7
DE NOUVEAUX BUDGETS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE	8
Le Courrier du Sud - 31 janvier 2023.....	8
TOUTES LES PERSONNES ASSISTEES SOCIALES DEVRAIENT AVOIR LE REVENU DE BASE	9
Le Devoir – 31 janvier 2023.....	9
PERSONNES DISPARUES : LA SQ ET LE SPVM METTENT LES BOUCHEES DOUBLES	10
La Presse – 31 janvier 2023.....	10
La Presse+ - 31 janvier 2023.....	10
TROP DE GENS SERAIENT EXCLUS DU PROGRAMME DE REVENU DE BASE	13
LA PRESSE CANADIENNE (via Le Devoir) – 30 janvier 2023 – p. A4.....	13
QUÉBEC SOLIDAIRE CRAINT UN APPAUVRISSEMENT DES AÎNÉS	16
Le Devoir – 30 janvier 2023 – p. A4 & A5.....	16
UNE CLINIQUE PEDAGOGIQUE S'IMPLANTERA A GRANBY	19
La Voix de l'Est – 30 janvier 2023.....	19
LA MINISTRE CHANTAL ROULEAU ENTAME SA TOURNEE REGIONALE DANS LE SUROIT	21
Néomédia – 30 janvier 2023.....	21
AIDER UN ENFANT QUI NE VA PAS BIEN	23
La Presse+ - 29 janvier 2023 - ARTS ET ÊTRE_4.....	23
La Presse – 29 janvier 2023.....	23
UNE ESCOUADE D'INTERVENANTS POUR EVITER AUX ENFANTS NOIRS DE «RESTER DANS LE SYSTEME DE LA DPJ»	27
Métro – 29 janvier 2023.....	27
AÏCHA AURA UN ENDROIT OU SE POSER	30
La Presse+ - 28 janvier 2023 - p. ACTUALITÉS_16.....	30
La Presse – 28 janvier 2023.....	30
DES INNUS DE LA COTE-NORD OUVRONT UN REFUGE A MONTREAL	32
Le Nord-Côtier – 26 janvier 2023.....	32
Journal Le Manic – 26 janvier 2023.....	32
La Presse Canadienne – 26 janvier 2023.....	32
ENCEINTE, ELLE TRAVERSE L'AMERIQUE ET SE RETROUVE SANS DOMICILE FIXE	35
La Presse+ - 26 janvier 2023 - ACTUALITÉS_6.....	35



La Presse – 26 janvier 2023	35
«ON DOIT FAIRE DES MIRACLES AVEC CE QU’ON A»: DES ORGANISMES VOIENT DE PLUS EN PLUS DE DEMANDEURS D’ASILE	40
Noovo Info - 23 janvier 2023.....	40
ORGANISMES COMMUNAUTAIRES : EN DANGER A CAUSE DES LOYERS	41
La Presse+ - 21 janvier 2023 - p. ACTUALITÉS_16	41
La Presse – 21 janvier 2023	41
UNE SERRE EN VERRE DE 6 MILLIONS \$ CAPABLE DE NOURRIR 1000 FAMILLES	43
Le Journal de Montréal – 20 janvier 2023 – p. 31	43
Le Journal de Québec – 20 janvier 2023 – p. 27.....	43
QUEBEC ANNONCE UNE HAUSSE DE 7 % DU SALAIRE MINIMUM	45
Agence QMI (via Le Journal de Montréal) – 19 janvier 2023 – p. 27	45
Agence QMI (via Le Journal de Québec) – 19 janvier 2023 – p. 27.....	45
FERMETURE DU PROVIGO : UNE NAVETTE POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE A SAINT-RAYMOND	47
Radio-Canada – 18 janvier 2023	47
LE TEMPS EST VENU DE TAXER LES RICHES, DECLARE OXFAM	49
Le Devoir – 16 janvier 2023 - p. B1, B2.....	49
Champs d’action à l’international.....	52
ETHIOPIE : LES BERGERS NOMADES FRAPPES PAR LA SECHERESSE	53
Africanews – 31 janvier 2023.....	53
LE FMI DEBLOQUE 105 MILLIONS DE DOLLARS D’AIDE D’URGENCE POUR HAÏTI	54
AFP (via La Presse) – 23 janvier 2023	54
ETHIOPIE : LE ROYAUME-UNI ANNONCE UN SOUTIEN DE 20 MILLIONS \$ AUX REGIONS TOUCHEES PAR LA SECHERESSE ET LE CONFLIT	55
Agence Ecofin – 20 janvier 2023	55
25 MILLIONS DE NIGERIANS EXPOSES A UN RISQUE ELEVE D’INSECURITE ALIMENTAIRE EN 2023 (UNICEF)	56
ONU Infos – 17 janvier 2023.....	56
BURKINA FASO/ONU : LE NOMBRE D’INCIDENTS SECURITAIRES A AUGMENTE DE 220% EN 2022	58
AL24 News - 16 janvier 2023.....	58
Actualité à surveiller.....	59
RIEN A SIGNALER	60



Mission inclusion



RIEN A SIGNALER



Champs d'action au Québec



TRAVAIL DE PROXIMITÉ AUPRES DES FAMILLES ISOLÉES: LA MAISON DE LA FAMILLE DE COATICOOK CIBLÉE PAR UN PROJET PILOTE

LE PROGRÈS DE COATICOOK – 31 JANVIER 2023

<https://www.leprogres.net/communaute/travail-de-proximite-aupres-des-familles-isolees-la-maison-de-la-famille-de-coaticook-ciblee-par-un-projet-pilote/>

COMMUNAUTAIRE. La Maison de la famille de la MRC de Coaticook a été retenue pour participer à un projet pilote sur les retombées du travail de proximité auprès de familles isolées.

Grâce à cette initiative, l'organisme recevra un soutien financier de 55 000 \$ par année pendant trois ans. La nouvelle a été annoncée par la députée de Saint-François, Geneviève Hébert, au nom de la ministre de la Famille, Suzanne Roy.

En détail, le projet pilote vise à joindre les familles isolées directement dans leurs milieux de vie en plus de contribuer à leur épanouissement ainsi qu'au développement du plein potentiel des enfants. À terme, il servira à dresser un constat des retombées de ce déploiement de travailleurs de proximité et de l'impact de leurs interventions. Grâce à la contribution de ces personnes dévouées, il sera possible d'expérimenter et de documenter différentes approches d'intervention auprès des familles qui ne fréquentent pas les services offerts par la communauté ou qui les fréquentent très peu.

L'embauche de travailleurs de proximité permettra à de nombreux enfants et à leurs parents de bénéficier de services qui amélioreront leur quotidien. Le déploiement de ces ressources et la documentation des stratégies porteuses à adopter démontrent l'engagement de notre gouvernement à venir en aide aux familles en situation de vulnérabilité. L'enjeu est que chaque enfant puisse développer son potentiel en évoluant dans un milieu sain, a indiqué la députée de Saint-François, Geneviève Hébert, par voie de communiqué.

Notons que le Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie, un autre organisme du comté de Saint-François, a également été ciblé pour participer au projet pilote. Au total, 50 regroupements ou centres de pédiatrie participent à cette initiative.

[Retour à la table des matières](#)



DE NOUVEAUX BUDGETS POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE

LE COURRIER DU SUD - 31 JANVIER 2023

Par : Mario Pitre

<https://www.lecourrierdusud.ca/de-nouveaux-budgets-pour-lutter-contre-la-pauvrete/>

De passage à Salaberry-de-Valleyfield le lundi 30 janvier, la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, a annoncé l'octroi d'un montant de 2,3 M\$ pour soutenir le travail de concertation des organismes qui contribuent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Ces sommes sont réparties parmi les 21 organismes mandataires des Alliances pour la solidarité dans toutes les régions du Québec. En Montérégie, c'est 210 000 \$ qui est accordé et divisé en parts également en Montérégie Ouest, Centre et Est, a indiqué le député de Beauharnois, Claude Reid.

Du même coup, la ministre entreprenait une tournée des régions du Québec visant à échanger avec les acteurs locaux sur les différents enjeux touchant la pauvreté et l'exclusion sociale. Une occasion, a expliqué Mme Rouleau, de dresser le bilan des 20 années suivant l'adoption de la Loi sur la Lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les sommes accordées et la tournée menée au cours des prochains mois dresseront la table pour un nouveau Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale. La version 2017-2023 de ce Plan d'action a permis l'injection de quelque 270 M\$ du gouvernement et des communautés dans la réalisation de près de 2600 projets, a rappelé l'adjointe parlementaire de la ministre et députée de Laviolette-Saint-Maurice, Marie-Louise Tardif.

Cette annonce a été bien accueillie par le milieu communautaire. Le président de la Table nationale des Corporations de développement communautaire, Sébastien Guernon, estime que cela permettra de prolonger des projets collectifs visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et espère que cette période de prolongation puisse aussi permettre l'évaluation des structures afin de revoir et de bonifier les mécanismes avant leur renouvellement s'il y a lieu.

Localement, la présidente de la CDC de Beauharnois-Salaberry, Édith Gariépy, voit les sommes accordées comme une belle transition vers le prochain Plan et l'opportunité de mettre en place de nouveaux projets.

Déjà, les sommes versées dans le Plan d'action qui se termine au 31 mars prochain ont contribué notamment au projet d'aide aux devoirs de la Maison de la jeunesse 12-17 de Valleyfield, et d'autres projets mis en place au Carrefour Jeunesse Emploi à Moisson Sud-Ouest et chez Pacte de rue, entre autres.

[Retour à la table des matières](#)



TOUTES LES PERSONNES ASSISTÉES SOCIALES DEVRAIENT AVOIR LE REVENU DE BASE

LE DEVOIR – 31 JANVIER 2023

Par : Virginie Larivière et Serge Petitclerc

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/779867/idees-toutes-les-personnes-assistees-sociales-devraient-avoir-le-revenu-de-base>

Le 1er janvier dernier est entré en vigueur le programme de Revenu de base. Ce nouveau programme d'assistance sociale s'adresse aux personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi de longue durée.

Bien qu'il soit loin d'être parfait, le programme représente une avancée majeure, car, pour la première fois, le gouvernement du Québec accorde à des personnes assistées sociales une aide financière suffisante pour qu'elles puissent couvrir leurs besoins de base. En effet, le revenu disponible des quelque 84 000 personnes admissibles doit, en principe, atteindre au moins le seuil de la Mesure du panier de consommation (MPC).

Pour ces personnes, il s'agit d'un pas important vers la réalisation de leur droit « à un niveau de vie décent », tel qu'il est reconnu par la Charte des droits et libertés de la personne. Et c'est encore plus vrai si l'on considère d'autres dispositions intéressantes du programme de Revenu de base comme le versement individualisé des prestations et l'augmentation des revenus de travail et des avoirs liquides permis.

Le problème fondamental avec le programme de Revenu de base, cependant, c'est qu'il laisse de côté environ 70 % des personnes assistées sociales. Toutes celles qui touchent des prestations d'Objectif emploi, d'Aide sociale ou de Solidarité sociale devront continuer de vivre avec un revenu inférieur à ce qu'il faut pour vivre en santé et dans la dignité. Dans le cas des personnes à l'Aide sociale, leurs prestations permettent de couvrir à peine la moitié des besoins de base tels que définis par la MPC.

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté et les signataires de cette lettre sont d'avis que le programme de Revenu de base devrait être étendu à l'ensemble des personnes assistées sociales.

De cette façon, le gouvernement pourrait mettre fin à la discrimination inhérente au système d'assistance sociale québécois, qui est fondé sur une évaluation arbitraire de l'aptitude au travail des gens. Par la même occasion, il pourrait réaffirmer sa reconnaissance du droit à un niveau de vie décent pour l'ensemble de la population du Québec, y compris les personnes assistées sociales.

* Ont aussi signé cette lettre : voir la liste complète sur le site web

[Retour à la table des matières](#)



PERSONNES DISPARUES : LA SQ ET LE SPVM METTENT LES BOUCHEES DOUBLES

LA PRESSE – 31 JANVIER 2023
LA PRESSE+ - 31 JANVIER 2023

Par : Daniel Renaud

<https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2023-01-31/personnes-disparues/la-sq-et-le-spvm-mettent-les-bouchees-doubles.php>

Le 18 août 2016, Marie-Claude Hébert a rédigé une lettre dans laquelle elle affirmait vouloir arrêter de lutter. Elle l'a déposée sur sa table de cuisine, à côté de son testament, a quitté son appartement de Plessisville et n'a plus jamais été revue, ni vivante ni morte. Depuis plus de cinq ans, sa famille vit dans l'inconnu.

« Il persiste toujours un doute à savoir elle est où ? Est-ce qu'elle souffre ? De l'imagination, j'en ai beaucoup. J'ai fait plusieurs scénarios dans ma tête », dit tristement sa mère, Louise Faucher.

Chaque année au Québec, des dizaines de personnes disparaissent sans que leur famille ne sache si leur corps a été retrouvé et ce qu'il est advenu de leur proche, souvent des années après la disparition, ou même jamais.

Autant à la Sûreté du Québec (SQ) qu'au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), on espère maintenant pouvoir retrouver plus de disparus et donner davantage de réponses aux familles.

La SQ a doublé, depuis octobre, les effectifs de son Équipe intégrée de coordination des disparitions et des enlèvements (EICDE), alors que le SPVM est en train de créer une équipe similaire totalement nouvelle.

Ces ajouts de ressources policières sur les disparitions découlent d'une annonce faite il y a près de dix mois par l'ex-ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault.

Dans la foulée des recommandations du Comité consultatif sur la réalité policière, M^{me} Guilbault avait annoncé que le gouvernement débloquait 10 millions sur cinq ans pour améliorer la coordination des recherches de personnes disparues ou enlevées.

C'est le ministère de la Sécurité publique qui assumera en grande partie le salaire de ces nouveaux effectifs.

L'équipe bonifiée de la SQ est opérationnelle depuis le début de décembre et a déjà été impliquée dans une centaine de dossiers, dont la disparition médiatisée d'Eduardo Malpica, survenue en novembre dernier à Trois-Rivières.

Celle du SPVM devrait être opérationnelle à compter d'avril. Elle sera autonome et comptera 12 enquêteurs, une coordonnatrice et un lieutenant-détective dispersés dans l'île de Montréal.

15 000 disparitions par année



Bon an, mal an, il y a environ 15 000 disparitions par année au Québec, réparties environ en trois parties égales entre celles survenues sur le territoire de la SQ, sur celui du SPVM et sur ceux des autres corps de police municipaux et autochtones.

La plupart des personnes disparues sont retrouvées dans les sept jours, mais certaines ne sont pas revenues après 60 jours. Passé ce délai, il est rare qu'on les retrouve, et les policiers considèrent qu'elles ne reviendront pas.

Les équipes de la SQ et du SPVM travailleront souvent en partenariat, mais leur mandat sera différent.

Le SPVM enquêtera sur les disparitions survenues sur son territoire alors que la Sûreté du Québec coordonnera les enquêtes de disparition et assurera le suivi dans les différents postes de la SQ et des corps de police autochtones et municipaux de la province, sauf à Montréal, en plus d'uniformiser les façons de faire partout au Québec.

« On établit la ligne conductrice du dossier », résume le capitaine Alex Grenier, patron de l'Équipe intégrée en coordination de disparitions et d'enlèvements de la SQ.

« Ça veut dire qu'au jour 1 de la disparition, les premières étapes qu'un patrouilleur doit faire, ce seront les mêmes partout et nous, on va s'assurer que toutes les démarches policières sont faites et qu'il y a une prise en charge adéquate du dossier. »

« Nous avons un outil informatique qui nous permet de suivre quotidiennement tous les dossiers de disparition au Québec. Si, après sept jours, un dossier de disparition n'est toujours pas réglé, c'est automatique, un coordonnateur va appeler le policier au dossier. Dans un cas où il y a des enjeux, l'équipe embarque dès le début », explique Alex Grenier, selon qui cette coordination permettra d'éviter qu'un dossier se retrouve sur le bureau d'un enquêteur parti en congé ou tombe entre deux chaises.

Des dizaines de corps non identifiés

Selon la SQ, il y a environ de 30 à 40 cas de personnes disparues qui ne sont pas retrouvées après 60 jours chaque année au Québec.

Il y a actuellement une quarantaine de corps ou de restes humains non identifiés de personnes disparues – les plus anciens remontent à la fin des années 1980 – qui sont expertisés au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, donc autant de familles dans l'inconnu.

Maintenant qu'il existe des technologies avancées permettant d'identifier des corps, comme l'ADN et les analyses dans des banques de données généalogiques, l'un des objectifs importants pour les équipes de disparitions de la SQ et du SPVM est de trouver des « concordances » et d'identifier de plus en plus de ces corps orphelins, pour donner des réponses aux familles, même des années plus tard.

« On va faire un suivi auprès des familles. On va mettre beaucoup d'efforts pour obtenir l'ADN, les fiches dentaires, n'importe quoi pour être en mesure de répondre aux questions des familles pour qu'au moins, elles soient capables de faire un deuil alors qu'actuellement, dans bien des cas, elles sont dans l'inconnu », affirme Jean-Sébastien Caron, commandant des Crimes majeurs du SPVM et patron de la future Équipe disparition, recherche de famille et enlèvement (EDRE).



« C'est important pour les familles d'avoir des réponses. Il n'y a rien de pire que de ne pas savoir. Je peux me mettre dans la peau d'un parent qui attend le retour d'un proche et, finalement, il apprend que le corps est à la morgue depuis trois ans. On veut éliminer ces situations-là », renchérit le capitaine Grenier.

« C'est très important que les policiers mettent des efforts. C'est très rassurant de savoir qu'ils continuent de chercher. Si jamais, un jour, je reçois un appel me disant que Marie-Claude a été retrouvée et identifiée, je vais pleurer, c'est certain. Mais cela va nous aider à cheminer dans le deuil. En sachant qu'elle est vraiment décédée, cela enlèverait beaucoup de questions et amènerait une paix d'esprit », conclut M me Faucher.

Les membres de l'équipe intégrée de la SQ ont également comme mandats d'enquêter sur les enlèvements parentaux extra-provinciaux et de statuer sur le déclenchement des alertes AMBER et Silver, cette nouvelle alerte étant destinée à retrouver les personnes disparues ayant un trouble neurocognitif majeur.

Les policiers de l'équipe du SPVM enquêteront également sur les enlèvements parentaux.

Pour joindre Daniel Renaud, composez le 514 285-7000, poste 4918, écrivez à drenaud@lapresse.ca ou écrivez à l'adresse postale de La Presse.

[Retour à la table des matières](#)



Elles peuvent également avoir 20 000 \$ dans un compte d'épargne sans que cela diminue la prestation de base. Elles pourront aussi vivre avec un conjoint dont le revenu ne dépasse pas 28 000 \$ sans que cela ait des répercussions.

Ce programme, qui coûtera environ 1,5 milliard \$ au Trésor québécois, permettra aux bénéficiaires « de recevoir l'un des revenus d'aide sociale les plus élevés au Canada », se félicite le ministère du Travail et de la Solidarité sociale dans un courriel.

Si des militants louent ce programme, disant qu'il est un pas dans la bonne direction pour aider les gens à joindre les deux bouts, ils regrettent que les critères d'admissibilité excluent trop de personnes à faibles revenus.

Jean Lalande, un porte-parole d'un comité de défense des droits des assistés sociaux de Pointe-Saint-Charles, convient que le programme aborde certains des problèmes de l'aide sociale traditionnelle. Les gens pouvaient être découragés de tenter d'améliorer leur situation à cause des réductions de prestation qu'ils subissaient s'ils gagnaient ou épargnaient de l'argent.

Selon lui, le programme devrait être offert à tous ceux qui vivent de l'aide sociale, notamment à tous ceux qui reçoivent des prestations mensuelles minimales de 770 \$. Ces bénéficiaires doivent parfois consacrer jusqu'à 80 % ou 90 % de leur budget à leur loyer.

Tout comme M. Lalande, Serge Petitclerc, du Collectif pour un Québec sans pauvreté, rappelle que les conditions d'admission à l'aide sociale sont déjà très restrictives. Une personne inapte au travail à cause de sa santé peut attendre des années avant que sa situation médicale soit reconnue formellement. Quand une demande est finalement approuvée, il y a de fortes chances que la santé du demandeur se soit détériorée à cause de l'extrême pauvreté dans laquelle il vivait.

Pour avoir droit au Programme de revenu de base, un demandeur doit avoir eu des contraintes sévères à l'emploi pendant au moins 66 mois au cours des 72 mois précédents.

Mais ce critère peut léser un certain nombre de prestataires. Ainsi Sylvain Caron, un résident de Rawdon, âgé de 64 ans. Il souffre d'un problème de mobilité qui l'empêche de travailler, ce que le gouvernement ne lui a reconnu qu'il y a deux ans et demi. En conséquence, il reçoit 300 \$ de moins par mois.

M. Caron, qui travaille pour le Collectif, explique qu'il a dû vendre son véhicule. Il dépend du transport adapté, ce qui a abouti à « une perte d'autonomie ».

William Moore, un Montréalais âgé de 58 ans, est aussi exclu du programme même s'il ne peut pas travailler depuis 2013. Mais comme, pour le gouvernement, ses contraintes liées à des maux de dos et des genoux ne sont que « temporaires », il ne reçoit que 930 \$ par mois.

Selon lui, tous les pauvres devraient recevoir assez d'argent pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. « Cela changerait en mieux la vie de tout le monde. Présentement, beaucoup de gens souffrent et ne peuvent survivre », lance ce bénévole de plusieurs groupes luttant contre la pauvreté.

D'autres programmes



Le gouvernement québécois ne semble pas avoir l'intention d'étendre le programme. Il mentionne qu'il existe d'autres programmes pour venir en aide aux pauvres qui n'y sont pas admissibles. Notamment, des mesures sont en place pour aider ceux qui veulent retourner sur le marché du travail.

« La façon la plus durable de sortir de la pauvreté est l'emploi », dit le ministère du Travail et de la Solidarité sociale.

François Blais, un ancien ministre libéral qui avait contribué à rédiger une ébauche du programme, dit que celui-ci a toujours été « une mesure ciblée » visant à aider un groupe qui vit dans une extrême pauvreté et qui ne pourra vraisemblablement pas retourner sur le marché du travail.

Même s'il dit comprendre les arguments de ceux qui voudraient que le programme soit étendu à tous les bénéficiaires de l'aide sociale, il juge qu'il sera difficile de le faire. Selon M. Blais, il faudrait alors mettre en oeuvre un programme qui inclurait aussi les travailleurs à faible revenu.

L'actuel professeur de l'Université Laval défend une telle réforme qui pourrait être mise en oeuvre en augmentant les crédits d'impôt remboursables pour les personnes à faible revenu. Mais pour l'instant, le Programme de revenu de base est « un bon départ », dit-il.

[Retour à la table des matières](#)



QUÉBEC SOLIDAIRE CRAINT UN APPAUVRISSEMENT DES ÂÎNÉS

LE DEVOIR – 30 JANVIER 2023 – P. A4 & A5

Par : ZACHARIE GOUDREAULT

<https://www.ledevoir.com/societe/779709/quebec-solidaire-craint-un-appauvrissement-des-aines>

01/02/2023 20:43

PressDisplay.com - Le Devoir - 30 Janv. 2023 - Page A4

01/02/2023 20:50

PressDisplay.com - Le Devoir - 30 Janv. 2023 - Page A5

ACTUALITÉS

Trop de gens seraient exclus du Programme de revenu de base personnel

NARRATIVE COPY

Plus pour dire le Programme de revenu de base personnel (PRBP) de 2023, le ministre de l'Économie, François Legault, a annoncé qu'il y avait un risque que trop de personnes soient exclues du programme.

« On a vu que beaucoup de gens ne seraient pas éligibles », a-t-il dit. « C'est un programme qui vise à aider les personnes âgées et à leur permettre de vivre avec dignité. Mais il faut s'assurer que tous ceux qui en ont besoin puissent en bénéficier. »

Le ministre a également mentionné que le gouvernement envisageait de modifier le programme pour qu'il soit plus inclusif.

« On va travailler avec les partenaires sociaux et les associations pour trouver des solutions », a-t-il dit. « L'objectif est de garantir que tous les personnes âgées qui en ont besoin puissent bénéficier du programme. »

Le PRBP est un programme qui vise à aider les personnes âgées de 65 ans et plus à faire face à leurs dépenses de logement et de nourriture. Le montant du programme est de 200 \$ par mois.

« On va travailler avec les partenaires sociaux et les associations pour trouver des solutions », a-t-il dit. « L'objectif est de garantir que tous les personnes âgées qui en ont besoin puissent bénéficier du programme. »

ACTUALITÉS

Québec solidaire craint un appauvrissement des aînés

Le parti suppose à un projet de règlement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés

NARRATIVE COPY

« Québec solidaire craint un appauvrissement des aînés », a déclaré le chef du parti, Jean Charbonneau, lors d'une conférence de presse. Il a critiqué le projet de règlement du gouvernement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés.

« Ce projet de loi est une véritable tentative de réduire les services sociaux », a-t-il dit. « Les personnes âgées ont besoin de soutien, et le gouvernement essaie de leur retirer ce soutien. »

Charbonneau a également mentionné que le parti proposait des alternatives pour améliorer le soutien aux personnes âgées.

« Nous proposons de créer un fonds de soutien pour les personnes âgées », a-t-il dit. « Ce fonds serait utilisé pour offrir des services de soutien, tels que des services de soins à domicile ou des services de transport. »

« Nous proposons également de créer un fonds de soutien pour les personnes âgées », a-t-il dit. « Ce fonds serait utilisé pour offrir des services de soutien, tels que des services de soins à domicile ou des services de transport. »

ACTUALITÉS

Des logements abordables se font attendre

Le gouvernement fédéral a coté 2,5 milliards de dollars au cours des deux premiers cycles de financement du projet

NARRATIVE COPY

« Les logements abordables se font attendre », a déclaré le ministre de l'Économie, François Legault, lors d'une conférence de presse. Il a mentionné que le gouvernement fédéral a coté 2,5 milliards de dollars au cours des deux premiers cycles de financement du projet.

« On a vu que beaucoup de gens ne seraient pas éligibles », a-t-il dit. « C'est un programme qui vise à aider les personnes âgées et à leur permettre de vivre avec dignité. Mais il faut s'assurer que tous ceux qui en ont besoin puissent en bénéficier. »

Le ministre a également mentionné que le gouvernement envisageait de modifier le programme pour qu'il soit plus inclusif.

« On va travailler avec les partenaires sociaux et les associations pour trouver des solutions », a-t-il dit. « L'objectif est de garantir que tous les personnes âgées qui en ont besoin puissent bénéficier du programme. »

ACTUALITÉS

Le parti propose à un projet de règlement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés

NARRATIVE COPY

« Québec solidaire craint un appauvrissement des aînés », a déclaré le chef du parti, Jean Charbonneau, lors d'une conférence de presse. Il a critiqué le projet de règlement du gouvernement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés.

« Ce projet de loi est une véritable tentative de réduire les services sociaux », a-t-il dit. « Les personnes âgées ont besoin de soutien, et le gouvernement essaie de leur retirer ce soutien. »

Charbonneau a également mentionné que le parti proposait des alternatives pour améliorer le soutien aux personnes âgées.

« Nous proposons de créer un fonds de soutien pour les personnes âgées », a-t-il dit. « Ce fonds serait utilisé pour offrir des services de soutien, tels que des services de soins à domicile ou des services de transport. »

« Nous proposons également de créer un fonds de soutien pour les personnes âgées », a-t-il dit. « Ce fonds serait utilisé pour offrir des services de soutien, tels que des services de soins à domicile ou des services de transport. »

ACTUALITÉS

Des logements abordables se font attendre

Le gouvernement fédéral a coté 2,5 milliards de dollars au cours des deux premiers cycles de financement du projet

NARRATIVE COPY

« Les logements abordables se font attendre », a déclaré le ministre de l'Économie, François Legault, lors d'une conférence de presse. Il a mentionné que le gouvernement fédéral a coté 2,5 milliards de dollars au cours des deux premiers cycles de financement du projet.

« On a vu que beaucoup de gens ne seraient pas éligibles », a-t-il dit. « C'est un programme qui vise à aider les personnes âgées et à leur permettre de vivre avec dignité. Mais il faut s'assurer que tous ceux qui en ont besoin puissent en bénéficier. »

Le ministre a également mentionné que le gouvernement envisageait de modifier le programme pour qu'il soit plus inclusif.

« On va travailler avec les partenaires sociaux et les associations pour trouver des solutions », a-t-il dit. « L'objectif est de garantir que tous les personnes âgées qui en ont besoin puissent bénéficier du programme. »

ACTUALITÉS

Le parti propose à un projet de règlement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés

NARRATIVE COPY

« Québec solidaire craint un appauvrissement des aînés », a déclaré le chef du parti, Jean Charbonneau, lors d'une conférence de presse. Il a critiqué le projet de règlement du gouvernement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés.

« Ce projet de loi est une véritable tentative de réduire les services sociaux », a-t-il dit. « Les personnes âgées ont besoin de soutien, et le gouvernement essaie de leur retirer ce soutien. »

Charbonneau a également mentionné que le parti proposait des alternatives pour améliorer le soutien aux personnes âgées.

« Nous proposons de créer un fonds de soutien pour les personnes âgées », a-t-il dit. « Ce fonds serait utilisé pour offrir des services de soutien, tels que des services de soins à domicile ou des services de transport. »

« Nous proposons également de créer un fonds de soutien pour les personnes âgées », a-t-il dit. « Ce fonds serait utilisé pour offrir des services de soutien, tels que des services de soins à domicile ou des services de transport. »

Le parti s'oppose à un projet de règlement qui vise à revoir les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés

Québec solidaire craint un « appauvrissement » des personnes âgées si le gouvernement Legault adopte un projet de règlement qui prévoit de réviser les critères de fixation du loyer dans les résidences privées pour aînés (RPA). La formation réclame plutôt un meilleur financement public des soins à domicile.

Un projet de règlement apparaissant dans La Gazette officielle du 25 janvier, piloté par la ministre responsable de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, prévoit d'ajouter dans le calcul nécessaire à la fixation du loyer dans les RPA « un pourcentage applicable aux frais de services qui se rattachent à la personne même du locataire ». Celui-ci serait déterminé en fonction de l'indice des prix à la consommation relatif aux soins de santé établi par Statistique Canada, indique le projet de règlement.



Si ce document est adopté tel quel, les propriétaires de RPA qui offrent des soins de santé pourront alors hausser davantage les loyers de leurs locataires tout en respectant les critères du Tribunal administratif du logement, puisque ceux-ci tiendraient alors compte de l'inflation annuelle dans le coût des soins de santé offerts aux résidents. Une proposition, effectuée dans un contexte de fermetures successives de RPA dans les dernières années, qui préoccupe les élus solidaires Andrés Fontecilla et Christine Labrie.

« Ce sont des hausses des loyers substantielles pour les aînés, qui n'auront sans doute pas les moyens de rester là où ils sont, ou ce sont leurs familles qui devront pallier pour qu'ils restent là », en les soutenant financièrement, relève Mme Labrie. Cette dernière craint d'autre part que des personnes âgées qui souhaitaient emménager dans une RPA prochainement soient forcées de changer d'avis, faute d'avoir les moyens d'y loger.

« Il y a énormément d'aînés qui mettent tous leurs revenus dans les RPA », rappelle M. Fontecilla, qui presse le gouvernement Legault d'abandonner ce projet de règlement. « La marge de manoeuvre, pour beaucoup d'aînés, elle n'existe pas, surtout pour les aînés qui reçoivent le Supplément de revenu garanti », renchérit le porte-parole de Québec solidaire en matière d'habitation. Actuellement, un aîné vivant seul doit avoir un revenu annuel de moins de 20 832 \$ pour avoir accès au Supplément de revenu garanti, une aide financière accordée par Ottawa aux personnes âgées à faible revenu.

« Donc, en augmentant les tarifs, ça induit un appauvrissement des personnes résidentes en RPA », ajoute l'élu, en référence au projet de règlement de la ministre de l'Habitation. Or, « en faisant ça, le gouvernement abandonne les aînés », estime Christine Labrie, qui est porte-parole pour les aînés au sein de Québec solidaire.

Soins à domicile

Tout en se montrant ouvert à miser plutôt sur une aide financière gouvernementale temporaire aux RPA en difficulté, Andrés Fontecilla, estime d'autre part qu'une réflexion s'impose dans la manière dont le gouvernement du Québec finance les soins de santé à domicile. Une position que partage Christine Labrie, qui réclame la création d'un registre universel et gratuit d'accès aux soins de santé à domicile pour les aînés.

« Les RPA, effectivement, elles répondent à un besoin, mais de mon point de vue, la responsabilité d'offrir des soins de santé à domicile, elle devrait incomber à l'État. En ce moment, l'État se déresponsabilise de ça en laissant les RPA faire de l'argent sur le dos des aînés avec ça », lance Mme Labrie, qui estime que le projet de règlement du gouvernement Legault témoigne de l'intention de ce dernier de « privilégier la privatisation des soins et des services à domicile » pour les personnes âgées.

« Selon nous, ça devrait être la responsabilité du gouvernement de prendre ça en charge pour éviter que les aînés s'appauvrissent », ajoute l'élue. Or, « c'est exactement ce qui va arriver si le règlement est adopté tel qu'il a été présenté » par Québec. « L'impact, il est directement dans le portefeuille des aînés. »

Joint par Le Devoir, le cabinet de la ministre France-Élaine Duranceau a rappelé que ce projet de règlement a comme objectif « d'assurer la pérennité des RPA à plus long terme ». La révision du mécanisme de fixation du loyer dans ces résidences vise donc à s'assurer que celui-ci « soit plus adapté à la réalité des RPA quant aux frais d'exploitation, et ce, à leur demande ».



La ministre note d'ailleurs que cette mesure s'accompagne d'autres actions visant cette fois à « mieux protéger les aînés ». Elle note à cet égard « la mise en place d'un nouveau formulaire de bail spécifique aux RPA » ainsi que l'obligation de ces résidences « d'afficher l'augmentation des prix des services et l'accompagnement dans le contexte de litiges avec le locateur ».

[Retour à la table des matières](#)



UNE CLINIQUE PEDAGOGIQUE S'IMPLANTERA A GRANBY

LA VOIX DE L'EST – 30 JANVIER 2023

Par : Nicolas T. Parent

<https://www.lavoixdelest.ca/2023/01/30/une-clinique-pedagogique-simplantera-a-granby-5571933e496fe64b9a224c3a06955480?nor=true>

Passionnée de jeunesse et d'éducation, Mélissa Lemaire Veilleux est bien au fait des besoins criants en matière de troubles d'apprentissage scolaire. Appuyée par son conjoint, la future spécialiste en orthopédagogie compte pallier la demande en ouvrant une clinique à Granby, où elle offrira une multitude de services destinés aux élèves en difficulté.

Ce projet de clinique pédagogique, appelé «L'école privée», est l'œuvre de jeunes parents du coin. Mélissa Lemaire Veilleux, 26 ans, est hygiéniste dentaire depuis cinq ans et termine actuellement des études en orthopédagogie. Elle caresse le rêve d'un changement de carrière en créant sa propre « école », ce qu'elle peut faire avec l'appui de son conjoint, l'entrepreneur Cédric Duhamel.

« Nous avons besoin d'un orthopédagogue pour nos enfants et il n'y en a pas sur le marché. Détenant quelques entreprises, on s'est proposé d'ouvrir une école. On s'est lancé dans l'aventure d'un commun accord », raconte le propriétaire des Rôtisseries Duhamel et de l'Esmond.

Le projet ferait bien des heureux selon ses instigateurs. Ils mentionnent que les besoins sont criants et que l'offre de services reste très limitée dans la région. D'après ces derniers, nombreux sont les parents qui demandent des services spécialisés pour leurs enfants souffrant de troubles d'apprentissage.

« Les médecins que nous avons consultés reçoivent beaucoup de demandes de la part de parents, explique le duo. Et il ne faut pas jeter la pierre aux enseignants. Dans leur situation, avec des classes de 25 à 30 élèves, il devient difficile de cibler un problème. De là l'importance d'un orthopédagogue. Il est bien outillé pour trouver les difficultés et ensuite travailler et aborder la problématique de différentes manières . »

Dès l'été

Le projet de clinique pédagogique n'en est qu'à ses balbutiements, mais le local idéal est déjà réservé. Le service ouvrira ses portes en juin prochain à la Polyclinique du quartier, située boulevard Montcalm, un espace partagé par plusieurs spécialistes de la santé. D'après le couple, les médecins interrogés sur place applaudissent l'ajout d'une orthopédagogue dans leur enceinte.

« Nous avons déjà reçu des curriculum de personnes intéressées à travailler avec nous. C'est très positif », ajoute M. Duhamel.

La construction de l'école devrait débuter en mars. Prochainement, le couple procédera à une préinscription afin de déterminer le nombre d'élèves soutenus lors de l'ouverture en été.

« Les enfants ont plus de temps en saison estivale. Et tout le progrès qu'ils ont fait lors de l'année scolaire est souvent perdu en été. On veut leur permettre de préserver leur progression », jugent les entrepreneurs.



Les services

La gamme de services couvrira large, d'abord avec l'aide aux devoirs. Les spécialistes feront les leçons avec l'élève en lui offrant une aide « précieuse et soutenue », souligne Mélissa Lemaire Veilleux. Lors de ces rencontres, ils inculqueront aux enfants différentes stratégies et méthodes selon leurs besoins spécifiques. Les parents seront également soutenus pour faciliter la démarche à la maison.

En outre, cette dernière compte offrir des services en orthopédagogie plus spécifiques aux élèves en difficulté. Une évaluation des problématiques sera de mise pour cibler les besoins et ainsi orienter les interventions adéquatement. « Lorsqu'on entre dans le programme, il faut faire un suivi régulier. Notre objectif est d'amener l'enfant à atteindre son plein potentiel », résume la future spécialiste.

La jeune mère de famille sera outillée pour travailler avec des enfants qui ont soit un trouble de l'attention (avec ou sans hyperactivité), une difficulté d'apprentissage ou un trouble d'apprentissage. Mme Lemaire Veilleux énumère la dyslexie, la dysorthographe, la dysphasie ou encore le trouble du spectre de l'autisme (TSA).

Sinon, les spécialistes dispenseront de séances de préparation à la maternelle, considérant qu'il s'agit « d'une étape charnière » dans la vie d'un enfant. « Enfin, des cours de francisation. En jasant, on constate un grand besoin. Des gens de notre entourage tentent de trouver des cours, sans succès », affirme Mélissa Lemaire Veilleux.

[Retour à la table des matières](#)



LA MINISTRE CHANTAL ROULEAU ENTAME SA TOURNEE REGIONALE DANS LE SUROIT

NÉOMÉDIA – 30 JANVIER 2023

Par : Marie-Claude Pilon

<https://www.neomedia.com/vaudreuil-soulanges/actualites/societe/479928/la-ministre-chantal-rouleau-entamait-sa-tournee-regionale-dans-le-suroit>

L'élue en a profité pour annoncer un financement supplémentaire

La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau était de passage dans la région en ce lundi 30 janvier

La ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau était de passage dans le comté de Beauharnois plus tôt cet après-midi pour lancer sa tournée régionale.

Celle-ci vise à lui permettre, au cours des prochaines semaines, de discuter avec les organismes partenaires de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et les différents acteurs du milieu communautaire des enjeux soulevés sur le terrain.

C'est donc en direct du 63 rue Champlain, à Salaberry-de-Valleyfield, soit dans les bureaux de Services Québec que l'élue s'est arrêtée pour cette première visite de plusieurs qui la mèneront aux quatre coins de la province en ce début d'année 2023.

Lors de son passage dans la région, Mme Rouleau a annoncé un soutien financier supplémentaire de 2.3 M \$. Dans le contexte de la poursuite des efforts du gouvernement du Québec qui visent à mieux lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les organismes mandataires des Alliances pour la solidarité pourront jouir, très prochainement, d'un soutien financier supplémentaires pour maintenir le travail de concertation des organismes contribuant à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'ensemble de la province.

Concrètement, pour la Montérégie, c'est une somme de 210 000\$ qui sera allouée. Ce montant sera réparti en trois, soit 70 000\$ pour les secteurs est, ouest et centre de cette région administrative. Dans les faits, cette somme est octroyée afin de maintenir active la mobilisation des partenaires locaux et régionaux ainsi qu'à permettre la poursuite des projets soutenus, au-delà de l'échéance fixée au 31 mars 2023, date à laquelle le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale prendra fin.

" C'est une excellente nouvelle pour les organismes de notre circonscription qui travaillent au quotidien auprès de clientèles vulnérables. Depuis la mise sur pied de ce programme gouvernemental, plusieurs projets d'organismes d'ici comme Moisson Sud-Ouest, Pacte de rue, Maison de la jeunesse 12-17 de Valleyfield, Justice Alternative du Suroît et le Carrefour jeunesse-emploi Beauharnois-Salaberry ont été soutenus financièrement dans le cadre de celui-ci", indiquait le député de Beauharnois, Claude Reid.

21 mandataires au travers le Québec

Partout au Québec, ce sont 21 mandataires des Alliances pour la solidarité qui bénéficieront de la somme investie par le gouvernement du Québec. En Montérégie, soit dans Beauharnois-



Salaberry et Vaudreuil-Soulanges, c'est la Table de concertation régionale de la Montérégie qui aura la mission de gérer les nouveaux fonds attribués.

Les Alliances pour la solidarité chapeautent un réseau d'organismes mandataires, désignés par les élus en région.

Les travaux menés par les Alliances et les organismes mandataires permettront de déterminer les meilleures pratiques en vue de mieux lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi, un réseau de partenaires renforcé se traduira par un meilleur accompagnement des personnes et des familles en situation de vulnérabilité.

« Partout sur le territoire québécois, les Alliances pour la solidarité font un travail exceptionnel en matière d'appui des organismes mandataires qui travaillent à lutter contre la pauvreté dans nos communautés. Notre gouvernement apporte une aide financière bonifiée pour leur permettre de continuer leurs efforts à renforcer le tissu social et à soutenir les personnes et les familles en situation de vulnérabilité. Les projets à réaliser sont porteurs et visent à réduire la pauvreté et à assurer l'épanouissement des personnes qu'ils visent à appuyer. Je remercie les partenaires pour leur dévouement dans l'atteinte de cet objectif important. Bravo! », ajoutait Mme Rouleau.

Présent à la conférence de presse, le président de la Table nationale des Corporations de développement communautaire, Sébastien Guernon, était très heureux de cette annonce. « Étant impliqué de très près dans le déploiement des Alliances, le réseau des CDC accueille favorablement l'injection de sommes supplémentaires pour permettre la prolongation des projets collectifs visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et espère que cette période de prolongation puisse aussi permettre l'évaluation des structures afin de revoir et de bonifier les mécanismes avant leur renouvellement s'il y a lieu .»

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 prévoyait la conclusion d'ententes, nommées Alliances pour la solidarité, signées entre les mandataires, les élus locaux et le gouvernement du Québec, partout sur le territoire québécois.

[Retour à la table des matières](#)



AIDER UN ENFANT QUI NE VA PAS BIEN

LA PRESSE+ - 29 JANVIER 2023 - ARTS ET ÊTRE_4

LA PRESSE – 29 JANVIER 2023

Par : Catherine Handfield

<https://www.lapresse.ca/societe/sante/2023-01-29/aider-un-enfant-qui-ne-va-pas-bien.php#:~:text=Quand%20les%20enfants%20viennent%20vous,et%20qu'on%20les%20croie.&text=Selon%20la%20psychologue%20Karine%20Gauthier,jeune%20risque%20de%20se%20refermer.>

« J'avais l'impression de me faire arracher le cœur. Le cœur et le ventre en même temps. »

Quand sa fille unique l'appelait des toilettes de son école secondaire, incapable de sortir de la cabine tant elle était anxieuse, demandant à sa mère de venir la chercher, Caroline Scott ne pouvait faire autrement que de ressentir elle aussi de la détresse. De la détresse, mais aussi beaucoup d'impuissance.

« Je me sentais comme si je regardais mon enfant se faire torturer », dit-elle.

C'est à l'entrée au secondaire, en 2020-2021, que sa fille a commencé à vraiment mal aller. Ses notes dégringolaient. Elle ne faisait plus de sport, mangeait moins. Et elle avait mal au ventre, tout le temps. « On a fait tous les tests possibles », dit-elle. C'était de l'anxiété.

Caroline a compris que socialement, à l'école, ça n'allait pas. Sa fille était victime d'intimidation. La pandémie la privait aussi de ses exutoires, dont le sport. « La dépression, c'est exponentiel », souligne Caroline Scott.

Quand son enfant ne va pas bien, qu'il soit jeune adolescent, grand adolescent ou adulte, le parent en souffre lui aussi. Chez Arborescence, un organisme qui accompagne les familles ou les proches d'une personne vivant avec un trouble de santé mentale ou de la détresse psychologique, pas moins de 80 % des membres le sont à titre de parents.

« Les parents sont parmi la clientèle pour qui ça génère le plus de détresse », observe Valérie Fortier, cheffe d'équipe clinique chez Arborescence. C'est dans la nature du rôle de parent, dit-elle : quand on met un enfant au monde, on l'aime inconditionnellement.

On a un sentiment de responsabilité vis-à-vis de nos enfants. Devenir parents, c'est baigner dans la peur, l'inquiétude, la culpabilité.

Valérie Fortier, cheffe d'équipe clinique chez Arborescence

Martin et Sophie sont parents d'un jeune homme de 19 ans qui a un diagnostic de trouble de la personnalité limite. Chez Arborescence, le couple participe à un groupe de soutien destiné aux proches de personnes vivant avec ce trouble, qui se caractérise par un sentiment de vide intérieur et d'ennui chronique et profond. Martin et Sophie ont demandé à être cités avec d'autres prénoms, parce qu'il s'agit d'un sujet sensible et que leur fils n'est pas au courant de leur démarche.

Leur fils était un petit garçon jovial et sportif qui vivait de grandes joies, disproportionnées, et de grandes peines, également disproportionnées. Au primaire, il a reçu un diagnostic de TDAH et



de troubles d'apprentissage. Parce qu'il était anxieux, il a consulté un psychologue dès l'âge de 12 ou 13 ans.

Au secondaire, les crises de panique ont commencé. Sa souffrance s'est traduite par de l'automutilation et un désir de mourir. Il a fait de longues thérapies pour apprendre à gérer ses émotions, pour apprendre à se gérer.

Un jour, un intervenant a posé une question à Martin et à Sophie. Pensez-vous que vous êtes responsables du bonheur de votre enfant ? Martin, le pragmatique du couple, ne porte pas ce fardeau. « Je suis responsable d'offrir un environnement dans lequel mon enfant peut s'épanouir et être heureux, mais je ne peux prendre sa souffrance sur mon dos », dit-il.

Sophie, elle, l'a longtemps porté, mais elle apprend aujourd'hui à s'en défaire. La Montréalaise a longtemps été hantée par des questions sans réponse. Pourquoi son enfant sent-il un vide à l'intérieur ? Pourquoi ne trouve-t-il pas de sens à sa vie ? Pourquoi son estime de soi est-elle faible alors qu'elle a dit et fait tellement de choses pour le valoriser ?

Je ne comprenais pas comment nos actions de parents pouvaient ne pas avoir porté leurs fruits. La pilule n'est pas encore complètement passée, mais maintenant, je comprends. Même si on a été hyper aimants, ce vide-là, il est en lui...

Sophie, enseignante

« Il y a tellement de facteurs à considérer qui font en sorte que les jeunes ne vont pas bien », rappelle Karine Gauthier, psychologue clinicienne et présidente cofondatrice de la Coalition des psychologues des réseaux publics québécois.

Affect et responsabilisation

Psychologue à l'Institut universitaire en santé mentale Douglas, Rick Noble a souvent vu des parents crier et se mettre en colère parce que leur enfant n'allait pas bien. « Ce n'est pas parce que ce sont de mauvais parents, c'est juste qu'ils sont eux-mêmes tellement en détresse... », dit-il. Quand un jeune constate que son parent est en détresse à cause de lui, ça lui met beaucoup de pression.

La première chose à faire, pour un parent, c'est de prendre soin de son propre affect, comme le fait Caroline Scott en consultant un psychologue, et comme le font Martin et Sophie en allant chercher le soutien d'Arborescence. Car un parent en détresse sera nécessairement un aidant moins efficace.

Ce n'est pas utile de répondre en panique et de dire : « il faut que tu fasses ci, il faut que tu fasses ça ». Parfois, comme parent, on veut réparer quelque chose, on veut sauver notre enfant, mais quand on fait ça, on n'entend pas les besoins de notre enfant ; on entend ce qu'on ressent nous, comme parent.

Rick Noble, psychologue

Et en empêchant ses enfants de vivre des échecs, on les empêche inévitablement de vivre des réussites, souligne pour sa part Valérie Fortier, cheffe d'équipe clinique chez Arborescence.



Sophie et Martin le réalisent aujourd'hui : la souffrance de leur fils, ils la ressentait et ne savaient pas trop comment la gérer. « On faisait beaucoup de choses à sa place, on voulait lui éviter de la peine », observe Sophie, qui a compris bien des choses sur son fils, mais aussi sur elle-même dans ses rencontres avec Arborescence. Le couple a aussi appris à mettre ses limites, dans la bienveillance.

Communication et validation

Quand son enfant est en détresse, le parent n'a pas le pouvoir d'éliminer sa souffrance, mais il y a certaines choses sur lesquelles il peut agir. D'abord, il peut créer un environnement qui permet à l'enfant de se sentir à l'aise de se confier, souligne le psychologue Rick Noble. On peut demander à son enfant comment il va dernièrement, tout simplement. La discussion, dit-il, doit être continue. C'est d'ailleurs ce que fait Caroline Scott avec sa fille de 16 ans, qui traverse une dépression.

Quand les enfants viennent vous parler, ils ne veulent pas de conseils ; ils veulent qu'on les écoute et qu'on les croie.

Caroline Scott

Selon la psychologue Karine Gauthier, il faut garder la communication ouverte, mais se garder d'insister avec des questions spécifiques. Sinon, dit-elle, le jeune risque de se refermer.

Ensuite, il faut valider les émotions de son enfant. C'est la clé.

« Si, par exemple, l'ado ou le jeune adulte dit à son parent qu'il a peur d'échouer à ses examens, le réflexe de la majorité des parents – tout à fait normal – est d'expliquer à son enfant pourquoi il ne devrait pas être anxieux, souligne Valérie Fortier, d'Arborescence. On va essayer d'éliminer l'anxiété par des exemples logiques. Contre notre volonté, on va venir invalider l'émotion de la personne. » En conséquence, le jeune pourrait se dire que ça ne sert à rien de parler à son parent ou même se sentir encore plus anxieux à force de devoir se justifier, dit-elle. « Peut-être qu'on pourrait juste aller dans : "je comprends que tu puisses te sentir anxieux. Qu'est-ce que je peux faire pour t'aider ?" »

Cette simple question – qu'est-ce que je peux faire pour toi ? – démontre à l'enfant qu'on croit en ses compétences, mais aussi qu'on est là pour l'écouter, dit Rick Noble.

Valérie Fortier insiste sur la notion d'espoir. Elle voit des gens surmonter leur souffrance, se rétablir. « Il faut avoir confiance dans le rétablissement de l'autre », conclut M^{me} Fortier, qui conseille aux parents de se réserver des moments de plaisir avec leur enfant.

Chercher de l'aide

Près de trois ans après le début de la pandémie, les services d'aide psychologique demeurent très sollicités. Par où commencer pour accompagner son enfant afin de trouver de l'aide ?

Présidente de la Coalition des psychologues des réseaux publics québécois, Karine Gauthier le dit sans détour : les ressources sont limitées dans le réseau public. Très limitées.



Mère d'une ado qui traverse une dépression, Caroline Scott en sait quelque chose : voilà un an qu'elle est en attente d'un psychologue pour sa fille. Elle a donc décidé de se tourner vers le privé, avec les frais que cela implique.

Pour explorer les ressources au public, on peut demander une référence à son médecin de famille, appeler Info-Social 811 ou poser la question à l'école, au cégep ou à l'université que fréquente le jeune. Dans ces milieux scolaires, les psychologues – peu nombreux – offrent souvent généralement entre trois et cinq rencontres.

« Les ressources sont limitées, mais je dis aux parents de quand même en demander, parce qu'il en existe », dit Karine Gauthier. Certains établissements scolaires offrent des groupes d'écoute entre pairs et des ressources en adaptation. « Avant même de commencer l'école, on peut regarder ce qui est disponible », souligne le psychologue Rick Noble.

Et si son ado ne veut pas consulter ? Karine Gauthier conseille aux parents de lui expliquer pourquoi ils considèrent cela comme important, de leur parler d'athlètes qui voient un psychologue, et de présenter ça comme un essai, sans obligation à long terme.

Si on craint pour la sécurité et l'intégrité d'un proche, il faut alors demander une intervention policière ou se rendre aux urgences.

[Retour à la table des matières](#)



UNE ESCOUADE D'INTERVENANTS POUR EVITER AUX ENFANTS NOIRS DE «RESTER DANS LE SYSTEME DE LA DPJ»

MÉTRO – 29 JANVIER 2023

Par : Jean Numa Goudou

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2992051/une-escouade-dintervenants-pour-eviter-aux-enfants-noirs-de-rester-dans-le-systeme-de-la-dpj/>

Une petite escouade de dix intervenants tente, depuis deux ans, d'éviter à 400 familles noires pour un total de 725 enfants sur l'île d'éviter de rester dans le système de la DPJ

Dans une petite salle du Bureau de la communauté haïtienne de Montréal (BCHM), une petite escouade de dix intervenants, composée de sociologues, criminologues, psychologues et travailleuses sociales tente depuis deux ans d'éviter à 400 familles noires et 725 enfants sur l'île de rester dans le système de la DPJ . Ils ont chacun entre 20 et 25 dossiers en cours et, depuis six mois, les cas de demandeurs d'asile, en choc culturel, s'amoncellent sur leurs petits bureaux.

En collaboration avec la DPJ, le BCHM a créé en octobre 2020 l'Option protection (OP), un projet qui consiste à organiser une médiation culturelle dans les sphères de vulnérabilités des communautés ethnoculturelles qui entravent leur insertion sociale au sein de la société.

Phiona (non fictif), une ancienne demandeuse d'asile, se préparait à accueillir ses deux enfants de retour de l'école lorsqu'elle a reçu un appel d'un numéro masqué. La personne m'a demandé de m'identifier et après quoi, elle m'a dit: nous sommes de la DPJ et nous avons vos enfants, raconte la femme d'origine haïtienne, rencontrée par Métro au BCHM. J'étais dans tous mes états alors que mon mari était au travail. Je ne savais plus sur quel pied danser.

La DPJ l'a par la suite rencontrée pour l'informer que des plaintes pour fessées avaient été reçues, motivant son intervention.

J'ai dit la vérité. Des fois, il m'arrive de les punir par une petite calotte, mais je ne donne jamais de volée de bois vert à mes enfants.

Phiona, mère de trois enfants qui a eu maille à partir avec la DPJ

C'est un intervenant du programme OP, Charles Bottex, sociologue de formation, qui a aidé Phiona à démêler toute l'histoire avec les autorités et qui lui a permis de récupérer ses enfants assez vite.

Ils viennent des écoles et des CLSC

D'octobre 2020 à décembre 2022, 417 enfants ont été référés à ce programme par la DPJ, pour un total de 280 familles, tandis que la communauté en a référé 118, pour un total de 70 familles, au cours de la même période.

Souvent, ce sont les familles elles-mêmes qui appellent pour dire qu'elles n'en peuvent plus avec leurs enfants , relate la directrice générale du BCHM, Ruth Pierre-Paul. Les écoles et les CLSC, déjà en manque de ressources, accueillent la dizaine d'intervenants d'OP à bras ouverts et ne manquent de faire appel à eux, entre autres lorsque les intervenants ne comprennent pas .



Cinq des dix intervenants du programme Option protection du BCHM, lors d'une rencontre avec Métro Photo: Jean Numa Goudou, Métro

Un drame humain

Souvent, il y a la barrière de la langue et les familles se referment parce qu'elles n'ont pas confiance. Mais lorsqu'elles voient une personne noire qui leur parle dans leur langue, elles se confient assez vite, constate l'intervenante d'OP, D-Lorah Brezault.

Elle et ses collègues sont aux prises tous les jours avec des cas qui les interpellent. La situation d'une femme enceinte d'un quatrième enfant, demandeuse d'asile, qui appelle la police pour une violence conjugale et qui, en fin de compte, se fait retirer ses quatre enfants, est troublante pour ces intervenants d'origine haïtienne. L'équipe déplore que dans certains dossiers, les autorités de la DPJ ne leur laissent aucune marge de manœuvre.

La DPJ croit qu'elle n'est pas capable de s'occuper de ses enfants. Mais nous, ce n'est pas nécessairement notre avis. Mais la DPJ nous laisse peu de place pour l'aider.

D-Lorah Brezault

Il y a aussi l'histoire d'un homme demandeur d'asile, qui a traversé 12 pays d'Amérique latine avec son enfant afin, dit-il, de lui assurer un meilleur avenir, et qui se fait réquisitionner son fils. Au tribunal, j'ai assisté cet homme en crise qui se roulait par terre en hurlant qu'il n'avait pas fait tous ces sacrifices pour qu'on lui enlève son enfant. C'est vraiment un drame humain, témoigne l'intervenant communautaire et sociologue Charles Bottex.

On est là pour amener un autre aspect à la DPJ. Ce monsieur, il n'a pas de problèmes de santé mentale, mais il faut juste le comprendre, renchérit la cheffe de projet OP, Marie-Suzie Casséus.

Profilage racial

La directrice de la Maison d'Haïti, Marjorie Villefranche, qui a témoigné lors des audiences de la Commission Laurent, demeure très critique vis-à-vis des autorités de la protection de la jeunesse, trop enclins à extraire selon des enfants noirs de leur famille, croit-elle.

Je trouve que cela ne s'améliore pas, car ce que je suis allée dire devant la Commission Laurent est qu'il y a un profilage de la communauté haïtienne et cela continue.

Marjorie Villefranche, directrice de la Maison d'Haïti

En entrevue avec Métro, Mme Villefranche dénonce le fait que selon elle, les intervenants de la DPJ sautent trop vite aux conclusions dès qu'il s'agit d'une famille noire. Elle rappelle qu'au sein de plusieurs organismes communautaires, il existe des alternatives à la DPJ qui offrent des solutions de rechange aux parents et dont les autorités ne tiennent pas compte. Cela dépend toujours de la sensibilité et de l'intelligence des travailleurs sociaux, observe Mme Villefranche, et il y en a qui sont sensibles à cela.

La responsable du programme OP, Marie-Suzie Casséus, reconnaît aussi que la collaboration avec la DPJ est porteuse d'espoir et que le programme connaît de petits succès. On a eu des



dossiers judiciaires où la DPJ voulait poursuivre mais étant donné qu'on est là, le juge a décidé de fermer les dossiers.

Encore du travail à faire

Le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant, a rencontré toutes les DPJ à travers le Québec il y a une semaine. Des rencontres que son attachée de presse, Sophie J. Barma, qualifie de rencontres régulières sur le terrain, dans un courriel adressé à Métro. Les équipes travaillent fort pour la mise en place des différentes mesures, comme la prévention en première ligne ou l'intervention auprès des plus vulnérables, des sujets qui font l'objet de discussions en continu, ajoute-t-elle.

Le décès d'une fillette de 7 ans à Granby, le 30 avril 2019, a ébranlé la population québécoise et a soulevé des inquiétudes sur le système de protection de la jeunesse et sur le soutien aux familles en situation de vulnérabilité. Depuis, il y a eu le rapport Laurent (Régine), paru le 3 mai 2021. Au 31 mars 2022, 43 recommandations sur 65, soit 66%, ont été traduites en projet.

Sur la question entourant les communautés interculturelles, l'embauche d'intervenants communautaires et le développement de formations adaptées font partie des mesures prises pour favoriser de meilleurs rapports entre les organismes communautaires et la protection de la jeunesse, indique à Métro la porte-parole du MSSS, Noémie Vanheuverzwijn.

Le rapport de mi-parcours, qui date de mars 2022, indique que 12 embauches sur 25 ont été effectuées.

[Retour à la table des matières](#)



AÏCHA AURA UN ENDROIT OU SE POSER

LA PRESSE+ - 28 JANVIER 2023 - P. ACTUALITÉS_16
LA PRESSE – 28 JANVIER 2023

Par : Caroline Touzin

https://plus.lapresse.ca/screens/015900f8-0e52-4e5f-8cc0-a93990c021e9%7C_0.html

<https://www.lapresse.ca/actualites/2023-01-28/demandeuse-d-asile-sans-domicile-fixe/aicha-aura-un-endroit-ou-se-poser.php>

Demandeuse d'asile sans domicile fixe

« Les gens sont si généreux ! »

Aïcha*, cette demandeuse d'asile de 21 ans sans domicile fixe sur le point d'accoucher, est soufflée par la vague de soutien reçu depuis la publication de son histoire dans La Presse jeudi.

Des dizaines de lecteurs lui ont généreusement offert une chambre, un logement ou encore du matériel pour son bébé à naître.

Dès la semaine prochaine, la jeune femme ira rencontrer une famille montréalaise qui lui a offert un petit logement meublé situé dans un quartier central, près d'une station de métro.

Le logement est adjacent à celui de la famille qui a des enfants en bas âge, si bien qu'Aïcha se sentira moins seule dans cette ville où elle ne connaît personne.

Son bébé et elle auront également accès à un suivi de cinq ans à la Maison bleue, un centre de périnatalité sociale situé non loin.

L'aboutissement d'un long périple

D'origine camerounaise, Aïcha a fui un conjoint violent avec qui elle vivait au Chili. Cet homme l'a affamée et jetée à la rue après avoir appris qu'elle était enceinte. Au péril de sa vie, la jeune femme a alors entrepris un long et dangereux périple à travers l'Amérique pour demander l'asile au Canada 1 .

Débordé par l'afflux de migrants, le Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) du gouvernement québécois l'a hébergée uniquement durant environ un mois. Dès qu'elle a reçu son premier chèque d'aide sociale, elle a été obligée de partir, malgré le fait qu'elle était enceinte de huit mois.

Le milieu communautaire, aussi submergé, n'avait aucun endroit à lui proposer pour se loger. Seul l'organisme Alternative naissance l'a aidée en lui offrant un service d'accompagnement à la naissance. Mais ne pouvant rester insensibles à sa détresse, deux de ses intervenantes ont multiplié les démarches pour lui trouver un toit.

C'est ainsi qu'elle s'est retrouvée dans un petit logement d'étudiants où elle ne pouvait pas demeurer après l'accouchement, faute de mieux.

La situation lui causait beaucoup d'angoisse.



Je serai bien maintenant, sans le stress de ne pas savoir où je vais aller avec ma fille à ma sortie de l'hôpital.

Aïcha

Après son accouchement, elle devra se trouver un avocat spécialisé en immigration pour entamer les démarches pour régulariser son statut. Son rêve est de travailler dans le milieu de la santé.

Mais pour l'instant, elle doit reprendre des forces d'ici à la naissance de sa fille, prévue le 12 février. « Mon voyage m'a épuisée. Et elle bouge tellement ! », souligne-t-elle en caressant son ventre rebondi.

Un mouvement de solidarité « impressionnant »

Après la publication du reportage dans La Presse, l'organisme communautaire Alternative naissance a reçu des dizaines d'appels et de courriels d'offre de soutien divers. Afin de simplifier la récolte de dons pour Aïcha, deux intervenantes ont eu l'idée de créer une campagne de sociofinancement.

« Le mouvement de solidarité spontané est impressionnant, lâche sa coordonnatrice Emmanuelle Quiviger. D'autant plus que plusieurs nous ont offert d'aider d'autres femmes dans cette situation, conscients qu'Aïcha n'est pas seule à vivre la grossesse dans un tel contexte de précarité. »

*Aïcha est un prénom fictif, mais son histoire ne l'est pas. La demandeuse d'asile a requis l'anonymat, car elle craint pour sa sécurité en raison de la violence conjugale dont elle a été victime.

[Retour à la table des matières](#)



DES INNUS DE LA CÔTE-NORD OUVRENT UN REFUGE A MONTREAL

LE NORD-CÔTIER – 26 JANVIER 2023

JOURNAL LE MANIC – 26 JANVIER 2023

LA PRESSE CANADIENNE – 26 JANVIER 2023

Par : Alexandre Caputo

<https://lenord-cotier.com/2023/01/26/des-innus-de-la-cote-nord-ouvrent-un-refuge-a-montreal/#:~:text=Des%20Innus%20de%20la%20C%C3%B4te%20Nord%20ouvrent%20un%20refuge%20pour,nuits%20glaciales%20de%20l'hiver.>

<https://www.lemanic.ca/2023/01/26/des-innus-de-la-cote-nord-ouvrent-un-refuge-a-montreal/>

Taki, une Inuk de 71 ans, a quitté son Nunavik natal pour fuir un conjoint violent. Sur cette photo, on peut la voir qui serre sa nièce dans ses bras au Square Cabot, à Montréal.

Des Innus de la Côte-Nord ouvrent un refuge pour les itinérants en plein cœur de Montréal, là où de nombreux membres des communautés se retrouvent sans ressources pour affronter le froid des nuits glaciales de l'hiver.

La Maison Raphaël « Napa » André ouvrira ses portes d'ici quelques semaines dans le centre-ville de Montréal. Cette offensive qui a pour but de poser un baume sur l'itinérance dans la métropole est menée par la Nation innue et le regroupement Mamit Innuat avec comme têtes d'affiche le Chef de la communauté d'Ekuanitshit, Jean-Charles Piétacho ainsi que Alexandra Ambroise, originaire de Uashat mak Mani-utenam.

Cette dernière a été policière une dizaine d'années pour le corps de police de sa communauté, avant de retourner aux études à Montréal. La pandémie étant venue brouiller les cartes, elle a décidé d'orienter ses énergies pour venir en aide aux plus démunis.

L'ouverture du refuge pour les personnes en situation d'itinérance, autochtones ou allochtones, survient près de deux ans après la mort tragique de Raphaël André, un Innu de 51 ans originaire de Matimekush-Lac John. Ce dernier avait été retrouvé mort gelé dans une toilette chimique de Montréal, alors qu'on venait de lui refuser l'accès à une place au chaud pour des raisons liées à la pandémie.

M. André ne constituait pas une exception en ce qui a trait aux membres des Premiers Peuples sans domicile fixe dans la plus grande ville du Québec. Selon Mme Ambroise, ce phénomène s'explique de plusieurs façons.

« Certains quittent leur communauté pour fuir des situations de violence ou de consommation », relate celle qui avait fait parler d'elle quelques mois avant le décès de M. André, lorsqu'elle avait distribué 280 repas à des itinérants de Montréal.

« D'autres viennent ici pour des rendez-vous médicaux et décident de tester les nouvelles opportunités qui pourraient s'offrir à eux », poursuit-elle. « Il y en a aussi qui se sentent rejetés par leur communauté, pour toutes sortes de raisons, et qui décident de quitter », poursuit-elle.

Bienvenue à tous

Pour Mme Ambroise, l'effort d'entraide se doit d'être le même, peu importe la communauté natale du citoyen.



« Oui Raphaël était un Innu, mais qu'il aille été un Cris, un Inuk, un Blanc, peu importe, c'est la solidarité entre les peuples que nous prônons », affirme-t-elle.

C'est donc au 2154 Rue Sainte-Catherine Ouest, à quelques pas du square Cabot, que les moins fortunés pourront trouver un brin de chaleur et casser la croûte avant de fermer l'œil.

Contrairement à la majorité des refuges, la Maison Raphaël « Napa » André accueillera les personnes intoxiquées. Du personnel formé pour intervenir avec ce type de clientèle se trouvera sur place.

Une trentaine de lits seront mis à la disposition de ceux dans le besoin dans l'édifice appartenant à Evangel Montréal, un groupe soutenant le mouvement chrétien évangélique de l'Église pentecôtiste.

Le refuge servira de dernier recours lors de la saison hivernale. Il fermera ses portes au mois d'avril.

« Au début, nous étions censés fermer en mars, mais on a encore de la neige en mars, on a réussi à gagner un mois de plus », explique Mme Ambroise.

Rappelons que la femme innue avait été au cœur de la tente Raphaël André pendant ses 15 mois d'existence. Cette tente chauffée fut installée dans le centre-ville suivant le décès de l'Innu de 51 ans. Le projet n'était censé durer que deux semaines, mais sa nécessité et sa popularité ont prolongé ce délai.

Impliqué loin de chez lui

La communauté innue d'Ekuanitshit se situe à près de 1 100 Km du square Cabot à Montréal.

Son chef, Jean-Charles Piétacho, est en deuil de sa fille adoptive, qui a perdu la vie juste avant Noël. L'Innue de 33 ans se trouvait en situation d'itinérance, à Ottawa.

Cette cause est chère depuis longtemps aux yeux du chef de la communauté qui se trouve en Minganie. C'est cependant lors d'un congrès de l'Association des Premières Nations, à Vancouver, que M. Piétacho a pris la décision de s'impliquer concrètement auprès de ceux qui sont dans le besoin.

« Nous dormions dans un très bel hôtel. À deux pas de la porte se trouvaient plusieurs itinérants autochtones. Je me suis dit : ça n'a pas de sens, il faut faire quelque chose », se souvient-il.

Pour M. Piétacho, le problème d'itinérance chez les membres des Premiers Peuples se manifeste moins dans les communautés, et davantage dans les grandes villes.

Le choix de s'associer à Mme Ambroise pour la coordination du projet de la Maison Raphaël « André » était logique pour le chef d'Ekuanitshit.

« Elle s'impliquait déjà beaucoup. Elle a un pied à terre à Montréal et connaît les personnes ressources du milieu », explique-t-il.



Square Inuit

L'espace vert situé en plein centre-ville de Montréal, à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Atwater, semble être devenu un point de rassemblement pour les membres des Premiers Peuples en situation d'itinérance. Il est surnommé Square Inuit par ses usagers.

« Les gens ont tendance à vouloir retrouver les leurs lors de moments difficiles, c'est ce que nous voyons avec les Autochtones au square Cabot », note Mme Ambroise.

La coordonnatrice de la Maison Raphaël « Napa » André mentionne que les membres des Premiers Peuples de partout au Québec ont souvent les mêmes difficultés à s'établir dans la métropole que les immigrants internationaux.

« Que l'on parle des Inuits, des Innus ou de toute autre communauté, il y a entre autres les barrières de langues et de cultures qui peuvent nuire », pointe la femme innue. « Puis la communication entre les bandes et la province est déficiente, ce qui complique l'intégration des membres », poursuit-elle.

C'est notamment le cas de Raymond, un Inuk de 35 ans qui doit arpenter les rues de Montréal depuis qu'il a quitté son Nunavik natal, il y a de cela cinq mois.

« J'avais un emploi là-bas, mais je ne suis pas capable d'obtenir une preuve d'emploi de mon village, donc c'est dur de me trouver quelque chose ici », raconte-t-il, assis sur le trottoir froid de la rue Atwater. « Je ne peux même pas avoir de chômage ni de BS », se désole-t-il.

Salon l'aînée du square Cabot, une Inuk de 71 ans nommée Taki, la Maison Raphaël « Napa » André est très bien accueillie par la communauté.

« Ça nous prend une place au chaud, nous avons hâte à l'ouverture. La mort de Raphaël a ébranlé ceux qui se tiennent ici », affirme celle qui s'est établie à Montréal pour fuir un conjoint violent.

[Retour à la table des matières](#)



ENCEINTE, ELLE TRAVERSE L'AMERIQUE ET SE RETROUVE SANS DOMICILE FIXE

LA PRESSE+ - 26 JANVIER 2023 - ACTUALITÉS_6

LA PRESSE – 26 JANVIER 2023

Par : Caroline Touzin

https://www.lapresse.ca/actualites/2023-01-26/migrantes-a-statut-precaire/enceinte-elle-traverse-l-amerique-et-se-retrouve-sans-domicile-fixe.php#:~:text=Migrantes%20%C3%A0%20statut%20pr%C3%A9caire%20Enceinte,se%20retrouve%20sans%20domicile%20fixe&text=A%C3%AFcha*%20est%20une%20demandeuse%20d,dont%20elle%20a%20%C3%A9t%C3%A9%20victime.

Migrantes à statut précaire

Sur le point d'accoucher, après avoir fui un conjoint violent et traversé l'Amérique dans des conditions de voyage dangereuses et exténuantes, Aïcha* est sans domicile fixe.

La demandeuse d'asile de 21 ans n'a toujours pas trouvé de logement à Montréal – ni même une chambre – où elle pourra vivre avec son bébé.

« J'ai peur, dit-elle à l'idée de donner naissance. Je ne me sens pas prête. »

Aucune des ressources communautaires de la métropole n'a accepté de l'héberger pour le moment puisqu'elles sont toutes submergées – voire carrément dépassées – par la hausse des demandes provenant des migrants à statut précaire.

Le milieu communautaire multiplie d'ailleurs les appels à l'aide depuis quelques mois, alertant les autorités gouvernementales sur l'urgence de mieux le soutenir pour qu'il puisse répondre à cette augmentation de demandes des migrants à statut précaire.

Pour Aïcha, le temps presse. Sa date d'accouchement est le 12 février. Aussi bien dire : demain matin.

« J'ai commencé à avoir des petites contractions [de Braxton-Hicks, associées au "faux travail"] », raconte-t-elle, l'air inquiète.

La Presse a rencontré Aïcha plus tôt cette semaine dans un petit logement où vivent trois étudiants en colocation. L'un d'eux a accepté de lui sous-louer sa chambre, d'ici l'accouchement.

Pas question pour ces jeunes de vivre avec une mère et son bébé naissant, mais ils ont accepté de la dépanner. C'était ça ou un refuge pour sans-abri.

Un voyage au péril de sa vie

La jeune femme d'origine camerounaise a quitté l'Afrique pour rejoindre son conjoint – aussi du Cameroun – au Chili alors qu'elle n'avait que 17 ans. Le couple y a vécu trois ans. L'homme était violent. Un jour, une autre Camerounaise a emménagé avec eux. C'était « sa nouvelle femme », décrit Aïcha.



À partir de ce moment, sa vie est devenue infernale. Quand elle est tombée enceinte, l'homme l'a affamée, puis jetée à la rue. Il ne voulait plus d'elle. Ni du bébé à naître.

Sans avenir au Chili et sans le sou, Aïcha a décidé de tenter le tout pour le tout. Au péril de sa vie.

Avec une autre Camerounaise qui finira par l'abandonner en route, elle a entamé un long et périlleux voyage, empruntant le même chemin que de nombreux migrants qui souhaitent rejoindre les États-Unis ou le Canada.

Au total, elle a traversé une dizaine de pays par toutes sortes de moyens, dont à pied. Dans la peur constante d'être arrêtée et renvoyée au Cameroun.

Sa « maman chilienne », une amie chez qui elle avait trouvé refuge après un énième épisode de violence conjugale, lui a régulièrement envoyé de petites sommes d'argent pour payer des passeurs et des policiers corrompus.

Aïcha a, entre autres, traversé à pied la dangereuse jungle du Darien, à la frontière entre la Colombie et le Panamá. « C'était vraiment horrible. Je n'avais rien à manger ni à boire à part quelques bonbons », lâche-t-elle.

La jeune femme a bien failli y laisser sa peau.

Elle qui ne sait pas nager n'a pas eu le choix de traverser une rivière au fort courant. « Un homme m'a sauvée. J'avais de l'eau jusque-là, raconte-t-elle en montrant ses épaules. Sans lui, c'était fini pour mon bébé et moi. »

Aïcha interrompt alors son récit, secouée par des sanglots. Elle soulève sa longue jupe verte pour nous montrer les nombreuses cicatrices sur ses jambes ; autant de marques de ce dangereux voyage durant lequel elle s'est blessée gravement à un genou.

Durant son périple, qui a duré deux mois, des âmes charitables lui ont offert de l'eau, des vêtements, un toit temporaire et même un billet d'avion (de la Californie au Maryland). Mais d'autres gens, dont des passeurs sans scrupule, l'ont dépouillée du peu qu'elle possédait.

Aïcha a débarqué à Montréal sans aucun contact ni argent. Elle a été hébergée durant un peu plus d'un mois dans une chambre au YMCA – qu'elle devait partager avec une autre femme – grâce au Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) du gouvernement québécois. Or, dès qu'elle a reçu son premier chèque d'aide sociale, elle a été obligée de partir, malgré le fait qu'elle était enceinte de huit mois.

« Là-bas, je ne dormais pas bien. J'avais toujours mal à la tête. J'étais si stressée, dit-elle. On te dit que tu devras vite quitter. Tout le monde cherche [un logement] autour de toi. On ne parle que de ça. »

À son départ forcé, elle n'a nulle part où aller. Et le PRAIDA ne l'a pas orientée vers une autre ressource d'hébergement, dit-elle.

Le milieu communautaire comme seul recours



Au CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal, dont le PRAIDA relève, on nous indique qu'on ne peut commenter un cas particulier. Cependant, « lorsque les démarches d'un demandeur d'asile pour un logement n'ont pas abouti, les personnes hébergées au PRAIDA peuvent rencontrer un travailleur social qui évaluera la situation, les besoins et l'état des démarches entreprises », indique son porte-parole Carl Thériault. Des « partenaires communautaires » financés par Québec offrent aussi des ateliers aux demandeurs d'asile sur la recherche de logements, ajoute-t-il.

Sans accès au crédit, ni référence, ni permis de travail, avec 850 \$ par mois pour subvenir à ses besoins, Aïcha n'a rien trouvé de mieux pour l'instant qu'une chambre chez des étudiants. Elle y vit depuis une semaine, « en attendant ».

Pour l'instant, Aïcha reçoit comme seul soutien celui de deux intervenantes de l'organisme communautaire Alternative naissance. Ces dernières outrepassent la mission de l'organisme en lui cherchant un toit, en plus de la soutenir dans sa grossesse. C'est aussi ces mêmes deux intervenantes qui se sont démenées pour lui trouver un suivi de cinq ans au centre de périnatalité sociale de la Maison bleue.

Aïcha est loin d'être la seule demandeuse d'asile enceinte à frapper aux portes du milieu communautaire. À la Maison bleue, on « constate que les demandeurs d'asile sont plus nombreux et [que] les organismes communautaires ne suffisent plus à la tâche », indique sa directrice des communications, Maude Landreville.

« Je reçois chaque semaine une douzaine de demandes d'accompagnement à la naissance pour des personnes qui viennent tout juste d'arriver au pays », souligne pour sa part la coordonnatrice chez Alternative naissance, Emmanuelle Quiviger.

Le service qu'on offre est d'accompagner à la naissance, mais on ne peut pas faire semblant de ne pas entendre l'étendue de leur détresse.

Emmanuelle Quiviger, coordonnatrice à l'organisme communautaire montréalais Alternative naissance

Et pour l'instant, toutes les ressources d'hébergement pouvant accueillir une demandeuse d'asile et son enfant contactées par Alternative naissance sont déjà au maximum de leur capacité. La Presse en a appelé quelques-unes pour arriver au même constat.

Aïcha se raccroche à ce qu'elle peut. Le bébé – une petite fille – est en santé, lui a confirmé une récente échographie. Une place se libérera peut-être bientôt dans une maison d'hébergement, espère-t-elle.

Si sa demande d'asile est acceptée, Aïcha souhaite faire des études dans le domaine de la santé. Pourquoi avoir choisi le Canada ? « J'en ai toujours rêvé, dit celle dont le français est la langue maternelle. Ici, je serai bien et en sécurité. On aura un bel avenir, ma fille et moi. »

*Aïcha est un prénom fictif, mais son histoire ne l'est pas. La demandeuse d'asile a requis l'anonymat, car elle craint pour sa sécurité en raison de la violence conjugale dont elle a été victime.

« On ne leur facilite rien »



Après avoir été victimes de traumatismes, les demandeuses d'asile enceintes n'ont pas l'« accueil qu'elles méritent » au Québec, constate le milieu communautaire submergé par les demandes d'aide

« Ces femmes arrivent avec un lot de traumatismes. Comme société, on ne leur fait pas l'accueil qu'elles méritent après toutes les épreuves qu'elles ont traversées. »

C'est le constat que fait Emmanuelle Quiviger, coordonnatrice à l'organisme communautaire montréalais Alternative naissance.

M me Quiviger cite un exemple de demande d'aide reçue : une migrante au statut précaire sur le point d'accoucher, arrivée ici seule avec ses deux enfants, que l'État a envoyée dans une chambre d'hôtel excentrée dans l'île, loin de tout service.

Dans cette chambre, la maman n'avait même pas de quoi faire bouillir de l'eau pour la préparation commerciale du nourrisson, décrit M me Quiviger. Elle n'avait aucun vêtement d'hiver pour pouvoir sortir avec ses enfants. Ni aucune ressource à qui confier ses deux plus vieux le jour de l'accouchement.

Bref, elle cherchait désespérément de l'aide qui allait bien au-delà de l'accompagnement à la naissance.

Quand les places d'hébergement temporaire offertes par le gouvernement du Québec par l'entremise du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) sont toutes occupées, le fédéral offre des chambres d'hôtel en vertu d'ententes avec des établissements hôteliers de la région de Montréal.

Selon qu'il s'agisse d'un hébergement provincial ou fédéral, les services psychosociaux et de santé sont inégaux.

Comme d'autres intervenants du milieu communautaire, M me Quiviger constate que « le réseau public est saturé et le trop-plein se déverse dans le communautaire, qui déborde aussi ».

« Dans le milieu communautaire, on fait des miracles au quotidien, conclut-elle. Mais le risque, c'est que les équipes s'épuisent. »

Cinq fois plus de travail

De plus en plus de migrantes à statut précaire, dont des demandeuses d'asile, cognent à la porte de La Dauphinelle, qui offre des services d'hébergement aux femmes victimes de violence conjugale et à leurs enfants.

Comme d'autres ressources communautaires interrogées, l'organisme insiste sur le fait que c'est important de les accueillir, mais il précise que c'est « cinq fois plus de travail ».

« Déjà, accompagner une victime de violence conjugale, c'est le parcours du combattant, mais là, on ajoute plusieurs couches de complexité : le défi de la langue, l'accès aux soins de santé qui est plus compliqué, trouver un avocat spécialisé en immigration, une garderie, etc. », explique Sabrina Lemeltier, directrice générale de La Dauphinelle.



Car les demandeuses d'asile n'ont pas accès à une place en CPE, souligne-t-elle. Et les permis de travail sont délivrés au compte-gouttes par le fédéral.

On veut qu'elles travaillent, mais on ne leur facilite rien. On les maintient dans la pauvreté. C'est schizophrénique.

Sabrina Lemeltier, directrice générale de La Dauphinelle

Dès qu'une chambre se libère à La Dauphinelle, une autre femme « rentre trois heures plus tard », illustre celle qui est aussi présidente de l'Alliance des maisons d'hébergement de deuxième étape. « On manque de places pour accueillir toutes les femmes qui nous demandent de l'aide en ce moment », se désole-t-elle.

Un bagage « beaucoup plus lourd »

Les ressources en itinérance reçoivent aussi de plus en plus de migrants – et de migrantes – à statut précaire.

« Toutes les femmes en situation d'itinérance ont un lourd bagage, mais là, c'est beaucoup plus lourd », souligne Sally Richmond, directrice générale de Logifem, un service d'hébergement pour femmes en difficulté à Montréal.

Ces femmes arrivent ici souvent en choc post-traumatique ou avec des problèmes de santé mentale non diagnostiqués ni traités, explique-t-elle. Sans compter qu'elles ont souvent fui leur pays pour des raisons de sécurité, laissant derrière elles de la famille et parfois même leurs enfants. « Elles ont une série de deuils à faire : celui de leur famille, de leur carrière, de leur pays », énumère M me Richmond.

Ajoutons à cela que le processus légal peut provoquer de nouveaux traumatismes, car elles doivent raconter ce qui les a amenées à fuir leur pays, ajoute M me Richmond. C'est aussi « lourd » pour l'équipe, puisque les intervenantes doivent naviguer dans un système d'immigration complexe pour les accompagner dans leurs démarches.

« Il faut trouver des solutions pour mieux harmoniser les services en itinérance et ceux en immigration, et ça urge », plaide M me Richmond, de Logifem.

[Retour à la table des matières](#)



«ON DOIT FAIRE DES MIRACLES AVEC CE QU'ON A»: DES ORGANISMES VOIENT DE PLUS EN PLUS DE DEMANDEURS D'ASILE

NOOVO INFO - 23 JANVIER 2023

Par : Anaïs Elboujdaini (reportage), Audrey Bonaque (texte)

<https://www.noovo.info/video/organismes-debordes-pour-demandeurs-dasile-on-doit-faire-des-miracles-avec-ce-quon-a.html#:~:text=Cacher%20la%20publicit%C3%A9-,%C2%ABOn%20doit%20faire%20des%20miracles%20avec%20ce%20qu'on%20a,plus%20de%20demandeurs%20d'asile&text=De%20plus%20en%20plus%20de%20demandeurs%20d'asile%20ont%20recours,52%20000%20demandeurs%20d'asile.>

De plus en plus de demandeurs d'asile ont recours aux services des organismes communautaires. En 2022, la province québécoise a accueilli près de 52 000 demandeurs d'asile. Bien qu'ils reçoivent l'aide du gouvernement, certains d'entre eux peinent à vivre normalement.

Chez l'organisme Multicaf, axé sur le service alimentaire, près de 350 familles viennent tous les jours y faire leur épicerie.

«Avant les Fêtes, on voyait déjà une vingtaine de personnes qui venaient de tous les coins du monde. Là, on est à 35 et on est en train d'augmenter. À un moment donné, on n'est pas au point de rupture, mais proche. Donc on a besoin d'aide, on commence à le sentir», a souligné André Corbeil, directeur adjoint chez Multicaf.

«Malgré l'aide que je reçois du gouvernement [en tant que demandeuse d'asile], le fait de venir ici à juste 5 \$ pour une grande épicerie, ça m'aide beaucoup», a raconté Yoldi, une demandeuse d'asile.

Pourtant, l'organisme montréalais peine à répondre à la demande, qui ne fait qu'augmenter.

«Nous, on excelle en sécurité alimentaire, mais il y a énormément de besoins. Il y en a qui ont des défis au niveau juridique, d'autres au niveau de l'habitation. Il y en a aussi qui en ont besoin pour leurs enfants. On voit extrêmement de cas présentement», a ajouté M. Corbeil. «On est sollicité de toute part. On doit faire des miracles avec ce qu'on a présentement»

Selon le directeur adjoint de Multicaf, la principale difficulté est de remplir les étagères de produits alimentaires pour répondre suffisamment à la demande.

«Au niveau des produits secs, ça prend énormément de produits. On parle de 5000 kilos par jour [de nourriture], qui transigent ici chez Multicaf pour parvenir de peine et misère à arriver à finaliser chaque journée», a-t-il expliqué en entrevue.

[Retour à la table des matières](#)



ORGANISMES COMMUNAUTAIRES : EN DANGER A CAUSE DES LOYERS

LA PRESSE+ - 21 JANVIER 2023 - P. ACTUALITÉS_16

LA PRESSE – 21 JANVIER 2023

Par : Florence Dancause

<https://www.lapresse.ca/actualites/2023-01-21/organismes-communautaires/en-danger-a-cause-des-loyers.php>

La hausse du prix des loyers en vient à nuire aux organismes tentant d'aider les personnes vulnérables. Son bail n'ayant pas été renouvelé, l'organisme communautaire le Café Parenthèse, à Saint-Eustache, doit se reloger d'ici le 1^{er} mars, mais les loyers sont beaucoup trop chers pour lui.

« Je ne sais pas ce qui va se passer », confie Priscilla Laplante, cofondatrice de l'organisme. Le Café Parenthèse, qui sert quotidiennement une cinquantaine de sans-abri et de personnes vivant de l'exclusion de la MRC de Deux-Montagnes, a reçu un avis de non-renouvellement de son bail la semaine de Noël.

« J'ai commencé à faire des appels, mais les loyers sont de 5000 \$ à 7000 \$, indique Priscilla Laplante. Avec 7000 \$ par mois, c'est 84 000 \$ pour une année. » Une somme bien supérieure aux 1782 \$ par mois que le café débourse actuellement.

Difficile de trouver un loyer peu élevé à Saint-Eustache, indique le cofondateur de l'organisme, Mathieu Lavoie. « Il y a un taux d'inoccupation très faible, donc les prix grimpent même dans le commercial », dit-il.

Le taux d'inoccupation des logements locatifs de la ville de la Rive-Nord est de 0,3 %, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Un taux qui est encore plus faible que celui de Montréal, qui est de 3,7 %. Les cofondateurs ont même regardé de vieux bâtiments. « Mais ils se font acheter par des gens qui bâtissent des condos », s'exaspère Priscilla Laplante.

Le Café Parenthèse est financé au projet. « Il n'y a donc pas beaucoup de sous qui vont à l'administration, au loyer, aux assurances et aux autres frais de base », explique la cofondatrice. L'organisme a reçu un peu moins de 200 000 \$ de subventions l'année dernière, « ce qui inclut le salaire des sept intervenants, le loyer, la bouffe », précise-t-elle. « Au bout du compte, on n'a pas les moyens de mettre 84 000 \$ dans un loyer. »

Le rêve de Mathieu Lavoie est de recevoir le PSOC – Programme de soutien aux organismes communautaires – qui permet de financer les organismes communautaires à la mission globale et « de recevoir une subvention qui est récurrente », affirme-t-il.

Mais le café ne serait pas admissible avant août 2023, puisque l'organisme est trop jeune. Le Café Parenthèse est un organisme indépendant depuis seulement un an. L'endroit, ouvert en mars 2021, s'est d'abord associé à un autre organisme. « C'était plus facile d'avoir des fonds rapidement et il y avait un besoin criant », indique Priscilla Laplante.

Combattre l'isolement, un repas à la fois



Que fera l'organisme s'il ne trouve pas de local ? « Dans le pire des cas, les gens vont juste être isolés », se désole la cofondatrice. Ces gens, ce sont les clients du Café Parenthèse. Certains sont en situation d'itinérance, d'autres vivent avec des problèmes d'isolement ou de détresse psychologique.

L'organisme offre des dîners et des soupers – environ 12 000 repas depuis son ouverture –, mais pas seulement.

« C'est vraiment un milieu de vie », illustre Mathieu Lavoie. L'organisme aide, entre autres, pour les démarches administratives, offre plusieurs activités et fait même de la prévention en toxicomanie.

« Ici, on privilégie les discussions autour de la table, autour d'une bouffe pour parler des vraies affaires », affirme Priscilla Laplante. « C'est comme ma famille », indique Myriam Mokrane, une cliente régulière.

Manon Chayer fait son tour « de temps en temps ». Elle se sent bien au café, d'autant plus qu'elle peut amener son chien avec elle et socialiser avec les gens. « J'ai trouvé de l'aide ici », dit-elle. Elle espère que le café sera relogé pas trop loin de l'endroit actuel, sinon « ça va être trop difficile de venir avec mon chien », affirme-t-elle.

Priscilla Laplante s'inquiète pour les clients qui fréquentent le café. « On porte une responsabilité », dit-elle.

Danielle Desrosiers, qui vient donner un coup de main depuis Saint-Hyacinthe en tant que pair aidante, redoute aussi la date butoir du 1^{er} mars. « Il faut se relocaliser. Sinon, où vont aller ces gens-là ? », s'exclame-t-elle.

Un problème répandu dans la MRC

La friperie La Boutik, gérée par l'organisme Centre Marie Ève, s'est résignée à fermer ses portes le 31 octobre dernier sans avoir pu trouver un local qui correspondait à son budget. La boutique avait pignon sur rue depuis quatre ans dans la ville voisine de Deux-Montagnes.

« C'est vraiment un problème de se relocaliser », reconnaît Isabelle Jorg, directrice générale du Centre Marie Ève.

Il y a vraiment peu de locaux disponibles. Soit les locaux demandent beaucoup de rénovations ou ils sont reconvertis en logements.

Isabelle Jorg, directrice générale du Centre Marie Ève

Les locaux disponibles – et qui étaient assez grands pour eux – demandaient de 50 000 \$ à 60 000 \$ par année, alors que leur loyer précédent était de 18 000 \$ par année.

Le Centre Marie Ève « a peut-être finalement trouvé son local pour la friperie », indique Isabelle Jorg. Mais il a dû se résigner à un plus petit local. « On voulait un local de 1500 à 2000 pieds carrés, mais on en a peut-être trouvé un de 1080 pi². »

[Retour à la table des matières](#)



UNE SERRE EN VERRE DE 6 MILLIONS \$ CAPABLE DE NOURRIR 1000 FAMILLES
LE JOURNAL DE MONTRÉAL – 20 JANVIER 2023 – P. 31
LE JOURNAL DE QUÉBEC – 20 JANVIER 2023 – P. 27

Par : Francis Halin

<https://www.journaldemontreal.com/2023/01/20/une-serre-en-verre-de-6-millions-capable-de-nourrir-1000-familles>

01/02/2023 19:02 PressDisplay.com - Le Journal de Montréal - 20 janv. 2023 - Page #33

LA BOURSE

S&P 500	VAR. %: -0,17	VALEUR: 20341,44
DOW JONES	VAR. %: -0,76	VALEUR: 33044,66
NASDAQ	VAR. %: -0,96	VALEUR: 10652,2892
S&P 500	VAR. %: -0,76	VALEUR: 3090,85

AGRICULTURE **Autonomie alimentaire**

Une serre en verre de 6 millions \$ capable de nourrir 1000 familles

La structure sera entièrement fabriquée au Québec par Les Industries Harnois

Une famille tissée serrée de Rigaud vient d'obtenir 1,35 million \$ de Québec pour bâtir une serre en verre de six millions \$, qui lui permettra de nourrir 1000 familles.

FRANCIS HALIN
17 ans au journal

« Avec la serre et les champs maraîchers, on pourra faire plus de 1000 paniers », s'enthousiasme David Théorêt, copropriétaire du Petit Brûlé, de Rigaud, avec sa conjointe Marie-Pierre Gauthier, qui vient du coin.

La serre en verre sera manufacturée à 100 % au Québec par Les Industries Harnois, un couple, qui voulait un produit d'ici.

« Quand on a vu le programme de soutien gouvernemental avec des subventions pour aider les entreprises québécoises à avoir plus de projets de croissance, on a décidé d'avancer notre projet », poursuit David Théorêt.

C'est un projet familial qui a pris de l'ampleur, dit Marie-Pierre Gauthier. On y trouve du lait, du porc, du fromage, des légumes et des fruits.

APRÈS LE MINISTRE LAMONTAGNE
Il y a deux ans, le premier ministre du Québec François Legault avait manifesté son désir d'avoir une plus grande autonomie alimentaire.

« Ça veut dire avoir plus de produits, mais au Québec », moins de produits importés », avait-il précisé.

Pour son objectif, moins de produits importés, il faut augmenter la production de produits de rigueur de serre à près de 250 hectares, soit 150 terrains de football, avec l'aide de l'État.

Depuis, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, OMAFAPQ a reçu plus de 300 projets petits ou moyens, comme celui du Petit Brûlé.

« On veut permettre aux petits d'en faire davantage et d'être au bout de ce qu'ils veulent faire », souligne en entrevue au

David Théorêt et Marie-Pierre Gauthier ont vu la promesse de l'agriculture après une toute première incursion sur leur territoire à monter à leur côté enfants d'un vignoble les produits qu'ils consomment. Ils ont eu l'appui du Mouvement Desjardins et d'entreprises Québec pour leur projet de serre à Rigaud, en Montérégie.

Leur engagement est vraiment local et s'inscrit dans l'agriculture de proximité », a expliqué M. Lamontagne à propos des efforts du Petit Brûlé.

Selon lui, le Québec se doit d'appuyer davantage et de se doter pour que leur engagement puisse profiter des produits maraîchers à long terme.

NOUVEAUX AGRICULTEURS

An départ, rien ne prédisait David Théorêt, entrepreneur en construction, et Marie-Pierre, diplômée en architecture et devenue agricultrice.

C'est en 2019 que l'idée de l'entreprise est née à la maison avec leurs cinq enfants. La famille s'est alors achetée des terres

pour cultiver la terre. Ils ont ensuite eu l'occasion d'une terre agricole à Rigaud, David et Marie-Pierre ont réalisé que les deux auteurs d'un projet avaient autant d'appels qu'eux.

« Le but, c'est de créer une communauté viable avec une variété de produits. L'année dernière, nous avons fait la récolte des artichauts », raconte Marie-Pierre Gauthier, qui dirige l'entreprise de sa conjointe avec son conjoint.

Le premier panier, vendu, est un panier fait par le bœuf, le porc, l'agneau et le poulet. Le Petit Brûlé a plusieurs cordes à son arc et prépare même son propre sirop d'érable, ainsi que son miel.

La structure sera entièrement fabriquée au Québec par Les Industries Harnois

Une famille tissée serrée de Rigaud vient d'obtenir 1,35 million \$ de Québec pour bâtir une serre en verre de six millions \$, qui lui permettra de nourrir 1000 familles.

« Avec la serre et les champs maraîchers, on pourra faire plus de 1000 paniers », s'enthousiasme David Théorêt, copropriétaire du Petit Brûlé, de Rigaud, avec sa conjointe Marie-Pierre Gauthier, qui vient du coin.

La serre en verre sera manufacturée à 100 % au Québec par Les Industries Harnois à la demande du couple, qui voulait un produit d'ici.



« Quand on a vu le programme du gouvernement avec des subventions pour aider les entreprises québécoises à avoir plus de projets de serres, on a décidé de devancer notre projet », poursuit David Théorêt.

« C'est un projet familial qui a pris de l'ampleur », ajoute Marie-Pierre Gauthier. On y trouvera laitue, poivron, tomate, concombre et fines herbes.

APPUI DU MINISTRE LAMONTAGNE

Il y a deux ans, le premier ministre du Québec François Legault avait manifesté son désir d'avoir une plus grande autonomie alimentaire.

« Ça veut dire avoir plus de produits “faits au Québec”, moins de produits importés », avait-il plaidé.

Pour s'en rapprocher, nos producteurs ambitionnaient de doubler leur production de fruits et de légumes de serre à près de 250 hectares, soit 350 terrains de football, avec l'aide de l'État.

Depuis, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a reçu plus de 300 projets petits ou moyens, comme celui du Petit Brûlé.

« On veut permettre aux petits d'en faire davantage et d'aller au bout de ce qu'ils veulent faire », a souligné en entrevue au Journal le ministre André Lamontagne.

« Leur rayonnement est vraiment local et s'inscrit dans l'agriculture de proximité », a expliqué M. Lamontagne à propos des serres du Petit Brûlé.

Selon lui, le Québec se doit d'appuyer maintenant ce type de projet pour que leur communauté puisse avoir des produits maraîchers à longueur d'année.

NOUVEAUX AGRICULTEURS

Au départ, rien ne prédestinait David Théorêt, entrepreneur en construction, et Marie-Pierre, diplômée en architecture de devenir agriculteurs.

C'est en 2019 que l'idée de l'entreprise est née à la maison avec leurs cinq enfants. La famille s'est d'abord acheté des poules pondeuses pour nourrir la marmaille. Ils ont ensuite eu la piquûre.

Après avoir fait l'acquisition d'une terre agricole à Rigaud, David et Marie-Pierre ont réalisé que les gens autour d'eux avaient autant d'appétit qu'eux.

« Le but, c'est de créer un écosystème viable avec une variété de produits. L'abeille amène quelque chose à la floraison des arbres », conclut Marie-Pierre Gauthier, qui dirige l'entreprise de 30 employés avec son conjoint.

Légumes racines, fruits, ail, en passant par le boeuf, le porc, l'agneau et le faisan... le Petit Brûlé a plusieurs cordes à son arc et prépare même son propre sirop d'érable ainsi que son miel.

[Retour à la table des matières](#)



QUEBEC ANNONCE UNE HAUSSE DE 7 % DU SALAIRE MINIMUM
 AGENCE QMI (VIA LE JOURNAL DE MONTRÉAL) – 19 JANVIER 2023 – P. 27
 AGENCE QMI (VIA LE JOURNAL DE QUÉBEC) – 19 JANVIER 2023 – P. 27

Par : Gabriel Côté

01.02.2023 20:38

PressDisplay.com - Le Journal de Montréal - 19 janv. 2023 - Page #27

Insuffisant pour rattraper l'inflation réelle, soulignent les partis d'opposition
 Le salaire minimum augmentera d'un dollar le 1er mai prochain pour passer à 15,25 \$ de l'heure, une hausse « responsable » selon le ministre Jean Boulet, mais inadéquate aux yeux de plusieurs groupes.

Cette augmentation de 7,02 %, la plus importante depuis 1995, est un « geste responsable et équilibré », qui devrait à la fois améliorer le pouvoir d'achat des personnes à faible revenu et respecter la capacité de payer des petites entreprises, a fait valoir le ministre du Travail lors d'un point de presse à l'Assemblée nationale hier.

« Il faut que notre salaire minimum soit respectueux et compatible avec notre situation économique », a expliqué le ministre du Travail Jean Boulet, en ajoutant que cette hausse permettra au gouvernement de maintenir sa cible d'un ratio de 50 % entre le taux général du salaire minimum et le salaire moyen.

De leur côté, les salariés rémunérés avec pourboire verront leur salaire augmenter de 0,80 \$ pour atteindre 12,20 \$ de l'heure.

www.pressdisplay.com/pressdisplay/fr/Viewer.aspx

1/1



Quant aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises ou de fraises, le salaire minimum serait respectivement de 4,53 \$ (+0,30 \$) et de 1,21 \$ (+0,08 \$) du kilogramme.

« DÉCONNECTÉ DE LA RÉALITÉ »

Même s'il s'agit de la plus forte augmentation du salaire minimum depuis 1995, plusieurs groupes la jugent insuffisante. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté accuse le gouvernement d'être « déconnecté de la réalité », et voit dans cette hausse une « forme de mépris de la réalité des travailleurs. »

« C'est en 2016 que nous demandions 15 \$ l'heure. Comment est-ce possible de croire que 6 ans plus tard, c'est suffisant pour vivre dignement », s'est offusqué de son côté le président de la Centrale des syndicats démocratiques, Luc Vachon.

Les partis d'opposition ont décrié la mesure, en raison du contexte inflationniste qui aurait selon eux justifié une hausse plus importante.

« C'est un pas vers l'avant, mais ce n'est pas suffisant pour rattraper l'inflation que le Québec connaît actuellement », a déclaré la députée libérale Madwa-Nika Cadet.

« C'est 18 \$ de l'heure minimum qu'il faut pour vivre dignement au Québec », a affirmé le député solidaire Alexandre Leduc.

« C'est un geste qui va dans la bonne direction, a réagi le député péquiste Pascal Bérubé. Toutefois, il faut s'attaquer plus concrètement aux inégalités de revenus, car l'inflation appauvrit grandement les Québécois. »

« Ça ne sera jamais parfait, a rétorqué Jean Boulet. Mais il faut [augmenter le salaire minimum] de façon progressive pour éviter d'engendrer des conséquences qui pourraient être négatives. »

Selon Jean Boulet, une augmentation plus élevée aurait pu forcer des petites entreprises, déjà affectées par l'augmentation des taux d'intérêt, à mettre à pied des employés.

Or, Québec prétend au contraire qu'un salaire minimum de 15,25 \$ de l'heure va encourager la participation au marché de l'emploi, dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre.

[Retour à la table des matières](#)



FERMETURE DU PROVIGO : UNE NAVETTE POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE A SAINT-RAYMOND

RADIO-CANADA – 18 JANVIER 2023

Par : Marika Wheeler

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1949219/fermeture-provigo-navette-transport-saint-raymond>

La fermeture temporaire d'une épicerie au coeur de Saint-Raymond incite la communauté à organiser un service de transport pour les résidents sans voiture qui ne pourront plus faire leurs emplettes à pied.

Des bénévoles offriront désormais du transport en navette gratuit aux résidents. Financé par la Ville de Saint-Raymond, ce projet est une initiative du Comité Vas-Y, rendue nécessaire par la fermeture du Provigo situé au centre-ville, qui fait l'objet de rénovations en vue d'un changement de marque commerciale au printemps.

Usagers satisfaits Quand le temps est clément, Yvonne Cantin, qui vit à la résidence L'Estacade, utilise une marchette pour faire ses courses au centre-ville. Cependant, sans un supermarché à proximité, cette dame de 88 ans n'aurait d'autre choix que de faire appel à ses enfants, qui vivent à Donnacona et dans la région de Montréal, pour lui apporter son épicerie.

Avec l'autobus, je vais être correcte, dit-elle, bien assise dans la camionnette blanche qui la transporte à l'épicerie la plus proche.

« J'ai toujours quelqu'un qui peut me dépanner, mais il ne faut pas abuser : [ce sont] des pensionnaires comme moi. »

-- Une citation de Yvonne Cantin, usagère de la navette du Comité Vas-Y Une autre passagère de la navette explique que c'est la deuxième fois qu'elle utilise ce service en autant de semaines.

On a la Boucherie des chefs à Saint-Raymond, où on aurait pu aller pour la viande. Les dépanneurs, eh bien, comme ils disent, dépanner, ça peut dépanner, mais quand tu as une grosse épicerie à faire, c'est sûr qu'il faut que tu viennes ici, explique-t-elle non loin de l'allée des aliments congelés du Metro.

Obstacle géographique Si les deux supermarchés sont situés à seulement 800 mètres l'un de l'autre, l'obstacle le plus important est d'ordre géographique, explique François Drolet, coordonnateur du Comité Vas-Y.

Ils doivent monter la côte Joyeuse pour se rendre à l'épicerie. C'est quelque chose qui est physiquement très demandant.

Quand il a su que le Provigo fermait temporairement, il s'est inquiété pour la sécurité alimentaire de certains citoyens et a approché le maire pour créer un service d'aide aux résidents qui faisaient leurs courses à pied au centre-ville.

Le maire Claude Duplain considère que ce service est fondamental.



« Comme maire, je n'ai pas hésité du tout. Ça nous coûte environ 1000 piastres par semaine pour aider les gens à venir faire leur marché, qui sont dans le besoin, qui sont à pied, qui n'ont pas d'auto. »

-- Une citation de Claude Duplain, maire de Saint-Raymond La Ville a prévu un budget de 8000 \$ pour faire la publicité du service et pour l'offrir, au besoin, pendant la durée de la fermeture du marché au centre-ville.

Peu d'options Si l'épicerie peut préparer des paniers d'épicerie et les faire ramasser sur place, elle n'offre pas de service de livraison.

Selon François Drolet, l'unique taxi de Saint-Raymond ne pouvait pas assurer le transport des clients pendant la fermeture de l'épicerie.

Le transport par navette est assuré par deux bénévoles. Le premier, qui a un permis de classe 4B, conduit la navette d'une dizaine de places, tandis que le deuxième raccompagne les usagers, dont certains à mobilité réduite.

François Drolet, coordonnateur du Comité Vas-Y, s'est inquiété pour les citoyens qui font leurs courses à pied lors de la fermeture temporaire de l'épicerie du centre-ville.

Photo : Radio-Canada / Marika Wheeler

Coup de pouce d'un entrepreneur La camionnette utilisée comme navette par le comité a un seuil de plus de 50 centimètres qui est infranchissable pour certains usagers.

Ce problème a été résolu à la manière du grand Portneuf, estime François Drolet.

On a eu la chance d'avoir un entrepreneur du coin qui a entendu parler de nos besoins et qui a mis une équipe là-dessus pour réaliser la marche.

L'entreprise Machitech a offert un escalier à deux marches en métal fabriqué sur mesure pour aider les usagers.

Solidarité Selon le maire, la collaboration qui a permis de trouver une solution à la fermeture temporaire de l'épicerie et à la création rapide du service est un témoignage de la solidarité de sa communauté.

Il dit l'avoir vue lors de la veille d'inondations ainsi que pendant la panne d'électricité qui a plongé des résidents dans le noir pendant des jours à la fin de décembre.

Tu vois la solidarité qui se met en place et c'est fantastique, mais en même temps, on n'est pas meilleurs que les autres. On est comme ça au Québec, [surtout] dans les petites municipalités.

[Retour à la table des matières](#)



LE TEMPS EST VENU DE TAXER LES RICHES, DECLARE OXFAM LE DEVOIR – 16 JANVIER 2023 - P. B1, B2

PAR : ÉRIC DESROSIERS

<https://www.ledevoir.com/economie/778003/inegalites-le-temps-est-venu-de-taxer-les-riches-declare-oxfam#:~:text=Pendant%20ce%20temps%2C%20le%201,mais%20pour%20en%20faire%20dispara%C3%AAtre.>

MONDE:
Résilience de la démocratie, la chronique de François Brousseau | B 3

SPORTS:
Après un samedi difficile, le Canadien a défait dimanche les Rangers 2-1 | B 6



ÉCONOMIE

GPT-4, le bond exponentiel après ChatGPT

ALAIN MCKENNA

Il y a trois ans à peine, l'intelligence artificielle (IA) était un concept réservé aux films de science-fiction. Aujourd'hui, elle est devenue une réalité tangible. Les modèles de langage comme ChatGPT ont révolutionné la façon dont nous interagissons avec la technologie. Le prochain pas est peut-être le plus grand : GPT-4.

Les experts s'accordent à dire que GPT-4 sera un saut de qualité par rapport à ses prédécesseurs. Il sera capable de comprendre et de générer du texte plus complexe, de résoudre des problèmes plus difficiles et de fournir des réponses plus précises. Cela signifie que GPT-4 pourrait être utilisé dans une variété de domaines, de la médecine à la finance, en passant par l'éducation et le journalisme.

Malgré ces avantages, il y a encore beaucoup de questions à se poser. Comment protéger la vie privée des utilisateurs ? Comment éviter les biais et les discriminations ? Ces questions sont cruciales et doivent être abordées de manière proactive.



Le temps est venu de taxer les riches, déclare Oxfam

Le 1 % des plus riches et les multinationales se sont enrichis davantage, même avec l'inflation

ÉRIC DESROSIERS
LE MONDE

Encore aux prises avec la pandémie, l'humanité doit aussi faire face à une envolée du coût de la vie. En 2022, l'inflation a atteint des niveaux records dans de nombreux pays, réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs. Malgré ces défis, les inégalités de revenus continuent de s'aggraver.

Une étude récente d'Oxfam International révèle que le 1 % des plus riches personnes du monde a accumulé plus de richesses que les 99 % restantes au cours de l'année écoulée. Cette tendance est préoccupante, car elle indique que les bénéfices de la croissance économique sont concentrés dans une petite fraction de la population.

Les multinationales ont également profité de l'inflation, augmentant leurs bénéfices et leurs dividendes. Ces entreprises ont des ressources financières et humaines qui leur permettent de mieux résister aux chocs économiques.

Il est temps de réviser notre approche fiscale. Des mesures telles que l'augmentation des impôts sur les hauts revenus et la taxation des multinationales pourraient aider à réduire les inégalités et à financer des services publics essentiels.

B2 | ÉCONOMIE



CHRONIQUE
SURT LA FIN DE L'AN

Le système est beaucoup plus puissant que ce qu'on a pu imaginer. Les limites d'OpenAI sont donc de plus en plus floues. Le géant américain de l'intelligence artificielle continue de pousser les frontières de ce qui est possible avec les modèles de langage.

OpenAI a récemment annoncé qu'il avait développé un modèle capable de résoudre des problèmes complexes qui nécessitent une planification à long terme. Cette avancée est considérée comme un tournant important dans le développement de l'IA.

Malgré ces succès, il y a encore beaucoup de défis à relever. Comment garantir la sécurité et la confidentialité des données ? Comment éviter les biais et les discriminations ? Ces questions sont cruciales et doivent être abordées de manière proactive.

Créer « des sociétés plus égalitaires »

INÉGALITÉS
SURT LA FIN DE L'AN

Le système est beaucoup plus puissant que ce qu'on a pu imaginer. Les limites d'OpenAI sont donc de plus en plus floues. Le géant américain de l'intelligence artificielle continue de pousser les frontières de ce qui est possible avec les modèles de langage.

OpenAI a récemment annoncé qu'il avait développé un modèle capable de résoudre des problèmes complexes qui nécessitent une planification à long terme. Cette avancée est considérée comme un tournant important dans le développement de l'IA.

Malgré ces succès, il y a encore beaucoup de défis à relever. Comment garantir la sécurité et la confidentialité des données ? Comment éviter les biais et les discriminations ? Ces questions sont cruciales et doivent être abordées de manière proactive.

AVIS LEGAUX ET APPELS D'OFFRES

Appel d'offres
Montreal

Service de transport public
Le Service de transport public de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de transport public.

Appel d'offres
Montreal

Service de nettoyage
Le Service de nettoyage de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de nettoyage.

Appel d'offres
Montreal

Service de maintenance
Le Service de maintenance de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de maintenance.

Appel d'offres
Montreal

Service de sécurité
Le Service de sécurité de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de sécurité.

Appel d'offres
Montreal

Service de gestion des déchets
Le Service de gestion des déchets de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de gestion des déchets.

Appel d'offres
Montreal

Service de gestion des espaces verts
Le Service de gestion des espaces verts de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de gestion des espaces verts.

Appel d'offres
Montreal

Service de gestion des infrastructures
Le Service de gestion des infrastructures de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de gestion des infrastructures.

Appel d'offres
Montreal

Service de gestion des services sociaux
Le Service de gestion des services sociaux de la Ville de Montréal invite les entreprises intéressées à soumettre des offres de service de gestion des services sociaux.

Le 1 % des plus riches et les multinationales se sont enrichis davantage, même avec l'inflation

Encore aux prises avec la pandémie, l'humanité doit aussi faire face à une envolée du coût de la vie. En 2022, l'inflation a atteint des niveaux records dans de nombreux pays, réduisant le pouvoir d'achat des consommateurs. Malgré ces défis, les inégalités de revenus continuent de s'aggraver.

Une étude récente d'Oxfam International révèle que le 1 % des plus riches personnes du monde a accumulé plus de richesses que les 99 % restantes au cours de l'année écoulée. Cette tendance est préoccupante, car elle indique que les bénéfices de la croissance économique sont concentrés dans une petite fraction de la population.

Les multinationales ont également profité de l'inflation, augmentant leurs bénéfices et leurs dividendes. Ces entreprises ont des ressources financières et humaines qui leur permettent de mieux résister aux chocs économiques.

Il est temps de réviser notre approche fiscale. Des mesures telles que l'augmentation des impôts sur les hauts revenus et la taxation des multinationales pourraient aider à réduire les inégalités et à financer des services publics essentiels.



est temps de taxer les riches», conclut Oxfam. Pas seulement pour les mettre plus à contribution, mais pour en faire disparaître.

«Alors que les gens ordinaires font des sacrifices tous les jours sur des produits de base, les ultrariches s'enrichissent à un rythme insensé», a déclaré la semaine dernière Léa Pelletier-Marcotte, analyste politique à Oxfam-Québec, en prévision du lancement, lundi, d'un rapport d'une cinquantaine de pages intitulé La loi du plus riche. «Taxer les ultrariches et les profits exorbitants des grandes entreprises est une solution réaliste et nécessaire. Il faut cesser de croire que la prospérité des plus fortunés ruisselle sur le reste de la population. C'est un mythe, ça ne fonctionne tout simplement pas.» Depuis dix ans, le 1 % des plus riches sur la planète s'est approprié plus de la moitié de toute la nouvelle richesse produite, rapporte l'ONG dans le portrait des inégalités qu'elle met à jour chaque année à la veille de la tenue du Forum économique mondial, le fameux rendez-vous des gens riches et influents à Davos, en Suisse. Cette tendance s'est accélérée depuis 2020, le 1 % s'emparant désormais des deux tiers de la nouvelle richesse mondiale produite, soit six fois plus que la part qui est revenue aux 90 % des plus pauvres. Autrement dit, pour chaque dollar de nouvelle richesse mondiale qui allait dans la poche de neuf humains sur dix, un milliardaire gagnait 1,7 million.

Les finances des grandes multinationales se portent bien aussi. Selon des études, la dernière envolée de l'inflation n'est pas principalement attribuable à un problème d'offre et de demande, mais est plutôt le résultat à 54 % (aux États-Unis), 59 % (au Royaume-Uni) et même 83 % (en Espagne) de la décision des entreprises d'en profiter pour augmenter leurs marges de profit. L'an dernier, 95 grandes compagnies de l'alimentation et de l'énergie ont ainsi doublé leurs profits et reversé 84 % des sommes accumulées (257 milliards de dollars américains) à leurs actionnaires, a calculé Oxfam.

Au Canada aussi Le Canada n'est pas à l'abri de ces tendances, ajoute Oxfam-Québec. Pour chaque 100 \$ de richesse créée au cours des dix dernières années, 34 \$ sont allés dans les poches du 1 % des plus riches, tandis que 5 \$ ont été répartis entre les Canadiens appartenant à la moitié la plus pauvre. Du début de la pandémie de COVID-19 à novembre dernier seulement, les milliardaires canadiens ont vu leur richesse croître de 51 %. Bien qu'ils ne représentent que 0,02 % de la population, les Canadiens qui ont plus de 50 millions de dollars d'actifs détiennent ainsi à eux seuls deux fois plus de richesse que la moitié des Canadiens les plus pauvres.

De l'autre côté, les ultrariches et les grandes entreprises sont de moins en moins amenés à apporter leur contribution lorsque vient le temps de répartir la richesse et d'en consacrer une partie aux grandes missions collectives d'éducation, de soins de santé, de développement et d'entretien des infrastructures publiques ou encore d'aide aux plus démunis.

Depuis 1980, les taux d'impôt qui s'appliquent aux revenus des plus riches, à leurs fortunes et aux profits des entreprises ont tous baissé. Pour chaque dollar collecté en impôts, seulement 4 ¢ viennent d'impôt sur le patrimoine des plus riches. De toute façon, la moitié des milliardaires du monde vivent dans des pays qui ne perçoivent pas ce genre de taxe. Cela mène à des situations où bon nombre des hommes les plus riches de la planète ne paient presque pas d'impôt, à l'instar du multimilliardaire Elon Musk, dont le taux d'imposition réel ne serait que de 3,2 %, ou de son compère Jeff Bezos, dont le taux serait même inférieur à 1 %. Dans ces circonstances, une augmentation de l'impôt des personnes riches et des entreprises est «l'un des outils les plus stratégiques» pour lutter contre les inégalités et combattre l'accumulation de crises diverses (polycrises), estime Oxfam.



Faire disparaître la richesse extrême L'ONG propose notamment d'instaurer un «impôt exceptionnel de solidarité» sur la fortune et une taxe «sur les bénéfices exceptionnels» pour mettre un terme à cette accélération de l'enrichissement en pleine crise. On en appelle aussi à un taux marginal d'impôt d'au moins 60 % sur les revenus (contre une moyenne de 31 % aujourd'hui) et les gains en capital (seulement 18 % aujourd'hui) du 1 % des plus riches, ce qui serait un retour à ce qui a déjà été la norme au siècle dernier. Ce taux devrait être porté à 75 %, ou plus haut encore, pour les «superriches» pour décourager les salaires extravagants versés à certains dirigeants d'entreprises.

Au Canada, un impôt supplémentaire de 2 % pour les millionnaires, de 3 % pour ceux qui possèdent plus 50 millions de patrimoine et de 5 % pour les milliardaires permettrait d'amasser près de 50 milliards annuellement qui pourraient servir à augmenter de moitié les dépenses en éducation et à hausser de 800 % le budget canadien de l'aide publique au développement. Le même genre d'impôt au niveau mondial rapporterait 1700 milliards de dollars américains par an, soit assez pour sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté.

Mais il ne s'agit pas seulement d'aller chercher de nouvelles sources de revenus dans les poches des plus riches et de réduire les inégalités. Il s'agit aussi de réduire «directement le nombre de personnes fortunées et leurs richesses, créant ainsi des sociétés plus égalitaires et empêchant l'émergence d'élites puissantes, incontrôlées et semi-aristocratiques», dit le rapport d'Oxfam.

Parce que, «les concentrations extrêmes de richesse sapent la croissance économique, corrompent la sphère politique et les médias, fragilisent la démocratie et favorisent la polarisation politique». En fait, «chaque milliardaire est un échec politique».

50 milliards C'est la somme qui pourrait être amassée si un impôt supplémentaire de 2 % pour les millionnaires, de 3 % pour ceux qui possèdent plus 50 millions de patrimoine et de 5 % pour les milliardaires était mis en place au Canada.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



ETHIOPIE : LES BERGERS NOMADES FRAPPES PAR LA SECHERESSE

AFRICANEWS – 31 JANVIER 2023

<https://fr.africanews.com/2023/01/30/ethiopie-les-bergers-nomades-frappes-par-la-secheresse/>

Dans la Corne de l'Afrique, les éleveurs nomades attendent depuis plus de deux ans que la pluie arrive. Les cinq dernières saisons des pluies depuis la fin de l'année 2020 n'ont pas été productives.

Selon les Nations unies, rien qu'en Éthiopie, 12 millions de personnes se trouvent aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire aiguë en plus du conflit meurtrier qui a également ravagé le nord du pays.

Plus de 4,5 millions de têtes de bétail sont mortes depuis 2021 et 30 millions d'autres animaux « affaiblis et émaciés » sont en danger, a déclaré l'agence humanitaire de l'ONU OCHA dans un rapport du 18 janvier.

"Dans ma vie d'avant, j'étais très heureuse, j'avais mes enfants, des animaux qui donnaient du lait et de la viande. Nous nous déplaçons librement d'un endroit à l'autre, et maintenant toute notre richesse (le bétail) a disparu, nous sommes réunis ici avec mes enfants," explique Alaso Adibi.

"Maintenant, la vie des gens est en danger. La majorité des gens ont quitté le village à cause de la famine et ceux qui restent ici n'ont rien," rajoute Mahad Astur Kahin, berger.

Avec le bétail décimé et les moyens de subsistance détruits, les bergers doivent trouver d'autres moyens de subvenir à leurs besoins.

"J'ai décidé de passer d'une vie de berger à un nouveau mode de vie. Je veux créer une entreprise, même si c'est une petite entreprise, juste pour prendre soin de ma famille," Mohammed Hassan Gureh.

Certains n'ont pas la chance de pouvoir se reconverter car ils ne connaissent rien d'autre que le métier de berger. Au-delà d'un métier, c'est un mode de vie.

"Je ne sais rien faire d'autre que d'être un berger nomade. Je ne suis pas éduqué et je ne sais pas cultiver, c'est le seul moyen que je connaisse pour survivre," raconte Bele Kalbi Nur, jeune berger.

Il s'agit de la pire sécheresse depuis plus de quarante ans en Éthiopie, en Somalie et au Kenya. La prochaine saison des pluies devrait, également, être inférieure à la moyenne.

[Retour à la table des matières](#)



LE FMI DEBLOQUE 105 MILLIONS DE DOLLARS D'AIDE D'URGENCE POUR HAÏTI

AFP (VIA LA PRESSE) – 23 JANVIER 2023

<https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2023-01-23/le-fmi-debloque-105-millions-de-dollars-d-aide-d-urgence-pour-haiti.php>

(San Francisco) Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé lundi une aide d'urgence de 105 millions de dollars pour Haïti, qui est plongé dans une crise humanitaire aggravée par l'inflation.

Les fonds doivent permettre au pays caribéen de « soutenir les personnes les plus affectées par la hausse des prix de l'alimentation grâce à des distributions de nourriture et des versements aux ménages les plus vulnérables », a indiqué Antoinette Sayeh, directrice générale adjointe, citée dans un communiqué de l'organisation.

Le financement a été débloqué grâce au guichet « chocs alimentaires » du FMI, ouvert fin septembre pour une année.

L'instrument sert à donner accès rapidement à des fonds d'urgence aux États faisant face à l'insécurité alimentaire, notamment en cas de chocs inattendus dans l'importation de céréales ou de hausse brutale des cours.

« Plus de la moitié de la population d'Haïti vit déjà sous la ligne de pauvreté », a rappelé le FMI, et le pays subit une « crise sanitaire » (épidémie de choléra) et des « graves problèmes de sécurité ».

« Haïti a été durement touché par les conséquences économiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dont l'inflation record », a souligné Antoinette Sayeh.

Le financement se fera via la facilité de crédit rapide (FCR) – qui permet un prêt à taux zéro en direction des États à faibles revenus faisant face à une situation d'urgence – et l'instrument de financement rapide (IFR) du FMI, qui accorde un concours financier afin d'aider à rétablir la balance de paiements.

[Retour à la table des matières](#)



ETHIOPIE : LE ROYAUME-UNI ANNONCE UN SOUTIEN DE 20 MILLIONS \$ AUX REGIONS TOUCHEES PAR LA SECHERESSE ET LE CONFLIT

AGENCE ECOFIN – 20 JANVIER 2023

<https://www.agenceecofin.com/social/2001-104678-ethiopie-le-royaume-uni-annonce-un-soutien-de-20-millions-aux-regions-touchees-par-la-secheresse-et-le-conflit>

D'après le Royaume-Uni, plus de 1,2 million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère et près de 1 million de femmes enceintes et allaitantes ont besoin d'un soutien pour la malnutrition aiguë modérée en Ethiopie.

L'Ethiopie bénéficiera d'une aide humanitaire de 20 millions \$ du Royaume-Uni afin de soutenir les régions touchées par la sécheresse et le conflit. L'information a été rendue publique par le gouvernement britannique ce vendredi 20 janvier.

Le financement est constitué de deux fonds, dont le premier, de 14,3 millions \$, est destiné au Programme de filet de sécurité productif (PFSP). Le second, de 6,1 millions de dollars, sera attribué au Programme alimentaire mondial (PAM). Ces fonds visent à répondre à l'aggravation de la crise humanitaire dans le pays, avec une violence et une insécurité toujours en hausse. Ils permettront d'offrir un meilleur accès à des fournitures alimentaires et d'autres produits nutritionnels essentiels à plus de 600 000 personnes.

Le fonds PFSP servira à aider les personnes les plus démunies dans toute l'Ethiopie, notamment dans les régions d'Oromia, de Tigré, d'Amhara et d'Afar. Environ 250 000 personnes vivant dans l'extrême pauvreté bénéficieront d'une sécurité alimentaire et de moyens de subsistance grâce à ce financement. « L'argent sera groupé avec un financement multidonateurs aux côtés de partenaires internationaux, et ira à des régions à travers l'Ethiopie, y compris Oromia, Amhara, Afar et les zones de la ville de Harar », indique le communiqué.

Le fonds PAM, quant à lui, financera environ 23 000 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée. Il fournira, en outre, une meilleure infrastructure pour les programmes alimentaires destinés à 42 000 élèves dans 75 écoles.

« Ce soutien essentiel aux mères et aux enfants souffrant de malnutrition atteindra les personnes les plus vulnérables qui en ont désespérément besoin, notamment dans les régions du nord et de l'ouest de l'Ethiopie touchées par le conflit. Le financement du Programme alimentaire mondial sera également investi dans la stimulation de la production locale de produits nutritionnels, au bénéfice de 330 000 enfants supplémentaires par mois », précise le communiqué.

Selon les données du gouvernement britannique, l'Ethiopie connaît la plus grande détresse humanitaire au monde. Environ 30 millions de personnes ont actuellement besoin d'une aide d'urgence dans le pays. « On estime que 22 millions de personnes connaissent une insécurité alimentaire dévastatrice due à la sécheresse, aux conflits et aux pressions économiques », révèle le communiqué. Notons que malgré la signature de l'accord de paix, l'accès aux fournitures essentielles et aux services de base, tels que la nourriture, le carburant et les soins de santé est très limité dans certaines parties du pays.

[Retour à la table des matières](#)



25 MILLIONS DE NIGÉRIENS EXPOSÉS À UN RISQUE ÉLEVÉ D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN 2023 (UNICEF)

ONU INFOS – 17 JANVIER 2023

<https://news.un.org/fr/story/2023/01/1131402>

Près de 25 millions de Nigériens dont 6 millions d'enfants de moins de 5 ans risquent d'être confrontés à la faim entre juin et août 2023 (période de soudure) si des mesures urgentes ne sont pas prises, ont alerté mardi les Nations Unies.

Selon le Cadre harmonisé d'octobre 2022, une analyse alimentaire et nutritionnelle menée deux fois par an par le gouvernement et soutenue par l'ONU, il s'agit d'une augmentation prévue par rapport aux 17 millions de personnes actuellement menacées par l'insécurité alimentaire. La poursuite des conflits, le changement climatique, l'inflation et la hausse des prix des denrées alimentaires sont les principaux facteurs de cette tendance alarmante.

« La sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle au Nigeria sont très préoccupantes », a déclaré dans un communiqué, Matthias Schmale, Coordinateur résident et humanitaire de l'ONU pour le Nigéria.

Sur les 17 millions de personnes qui sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire, 3 millions se trouvent dans les États du nord-est de BAY. Selon l'ONU, ce chiffre devrait passer à 4,4 millions pendant la période de soudure sans action immédiate.

Des enfants marchent dans la boue dans un camp de personnes déplacées à Maiduguri dans le nord-est du Nigéria.

© UNICEF/KC Nwakalor Des enfants marchent dans la boue dans un camp de personnes déplacées à Maiduguri dans le nord-est du Nigéria.

Un foyer croissant d'insécurité alimentaire et de malnutrition au nord-ouest

Il s'agit notamment de populations déplacées et de rapatriés très vulnérables qui luttent déjà pour survivre à une crise humanitaire de grande ampleur dans laquelle 8,3 millions de personnes ont besoin d'aide.

« J'ai visité des centres de stabilisation nutritionnelle remplis d'enfants qui se battent pour rester en vie. Nous devons agir maintenant pour garantir qu'eux et les autres reçoivent l'aide vitale dont ils ont besoin », a ajouté M. Schmale.

Les enfants sont d'ailleurs les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Environ 6 des 17 millions de Nigériens en situation d'insécurité alimentaire aujourd'hui sont des enfants de moins de 5 ans vivant dans les États de Borno, Adamawa, Yobe, Sokoto, Katsina et Zamfara. Il existe un risque sérieux de mortalité chez les enfants, attribué à la malnutrition aiguë.

J'ai visité des centres de stabilisation nutritionnelle remplis d'enfants qui se battent pour rester en vie. Nous devons agir maintenant pour garantir qu'eux et les autres reçoivent l'aide vitale dont ils ont besoin - Matthias Schmale

Dans les seuls États de BAY, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë devrait passer de 1,74 million en 2022 à 2 millions en 2023. De plus, la région du nord-ouest, autour des États de Katsina, de Zamfara et de Sokoto, est un foyer croissant d'insécurité alimentaire et de malnutrition.



Insécurité et inondations

L'ONU estime que 2,9 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire critique (Cadre harmonisé Phase 3 ou pire). Ce chiffre devrait passer à 4,3 millions pendant la période de soudure si des mesures urgentes ne sont pas prises.

Comme pour aggraver la situation sur le terrain, l'accès à la nourriture a été affecté par la violence persistante dans les États du nord-est de Borno, Adamawa et Yobe (BAY) et par le banditisme armé et les enlèvements dans des États tels que Katsina, Sokoto, Kaduna, Benue et Niger.

Selon l'Agence nationale de gestion des urgences, les inondations généralisées de la saison des pluies 2022 ont également endommagé plus de 676.000 hectares de terres agricoles, ce qui a diminué les récoltes et augmenté le risque d'insécurité alimentaire pour les familles à travers le pays.

« Les inondations sont l'un des effets du changement et de la variabilité climatiques sur le Nigéria », précise l'ONU, qui s'attend à ce que des phénomènes météo plus extrêmes affectant la sécurité alimentaire se produisent à l'avenir.

Un soutien « nécessaire aujourd'hui, pas demain »

Sur le terrain, l'UNICEF, en collaboration avec le gouvernement et des partenaires tels que MSF et Alima, investit dans l'intensification des interventions de nutrition préventive, tout en veillant à ce que les enfants vulnérables aient accès à des services de nutrition vitaux. En 2022, l'UNICEF et ses partenaires ont été en mesure d'offrir à environ 650.000 enfants des services de nutrition vitaux dans les six États susmentionnés.

De son côté, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a aidé le gouvernement à rétablir les moyens de subsistance dans les régions du nord-est et du nord-ouest. Cela comprend l'élevage, la production agricole, le micro-jardinage à domicile, le développement de la chaîne de valeur et l'aquaculture.

Les Nations Unies appellent le gouvernement du Nigéria et les donateurs à engager de toute urgence des ressources pour sauver des vies et empêcher « une situation potentiellement catastrophique en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ». « Le soutien aux familles vulnérables au Nigéria est nécessaire aujourd'hui, pas demain », a conclu le Coordinateur.

[Retour à la table des matières](#)



BURKINA FASO/ONU : LE NOMBRE D'INCIDENTS SECURITAIRES A AUGMENTE DE 220% EN 2022

AL24 NEWS - 16 JANVIER 2023

<https://al24news.com/fr/burkina-faso-onu-le-nombre-dincidents-securitaires-a-augmente-de-220-en-2022/>

Le nombre d'incidents sécuritaires a augmenté de 220% en 2022 au Burkina Faso, et au mois de décembre, 1,3 million de personnes étaient dans des zones difficiles d'accès, selon l'organisation des Nations Unies.

L'ONU constate que le Burkina Faso est toujours en proie à « une crise multidimensionnelle », l'insécurité s'aggrave et près d'un cinquième de la population a besoin d'une aide humanitaire urgente.

Le porte-parole adjoint du secrétaire général de l'ONU, Farhan Haq, a indiqué, mardi, que « le nombre d'incidents sécuritaires a augmenté de 220% en 2022 par rapport à l'année précédente.

L'intensité du conflit demeure plus élevée que dans tous les autres Etats sahéliens, et au mois de décembre 2022, 1,3 million de personnes étaient dans des zones difficiles d'accès ».

Quelque 1,7 million de personnes sont déplacées, soit 1 Burkinabé sur 12, selon le porte-parole, qui a souligné que « le Burkina Faso a été au cours de l'année dernière, l'un des pays au monde où la crise des déplacés s'est aggravée le plus rapidement ».

Le conflit et la vulnérabilité chronique à la sécheresse et aux inondations ont plongé 2,6 millions de personnes dans une insécurité alimentaire grave, soit un nombre qui devrait passer à 3,5 millions pendant la saison sèche, cette année, d'après la même source.

La même source, a affirmé qu' «entre les mois d'avril et de juin 2022, au moins 400 incidents impliquant des violations des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit des réfugiés ont été signalés.

Au moins 649 personnes ont été tués, dont 39% d'enfants ».

Pendant cela, le Plan de réponse humanitaire pour 2022 n'a été financé qu'à hauteur de 38% et celui pour 2023 cherche à collecter la somme de 866 millions de dollars pour apporter de l'aide à trois millions de personnes, a conclu le responsable onusien.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



RIEN A SIGNALER